



Président : M. Paul J. F. LUSAKA (Zambie).

POINT 84 DE L'ORDRE DU JOUR

Conséquences néfastes pour la jouissance des droits de l'homme de l'assistance politique, militaire, économique et autre accordée au régime raciste et colonialiste d'Afrique du Sud

POINT 86 DE L'ORDRE DU JOUR

Application du Programme d'action pour la deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale : rapport du Secrétaire général

POINT 87 DE L'ORDRE DU JOUR

Importance, pour la garantie et l'observation effectives des droits de l'homme, de la réalisation universelle du droit des peuples à l'autodétermination et de l'octroi rapide de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux : rapports du Secrétaire général

POINT 88 DE L'ORDRE DU JOUR

Élimination de toutes les formes de discrimination raciale :

- a) **Rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale;**
- b) **État de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale : rapport du Secrétaire général;**
- c) **État de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid : rapport du Secrétaire général**

POINT 85 DE L'ORDRE DU JOUR

Année internationale de la jeunesse : participation, développement, paix : rapport du Secrétaire général

POINT 89 DE L'ORDRE DU JOUR

Politiques et programmes relatifs à la jeunesse : rapport du Secrétaire général

POINT 90 DE L'ORDRE DU JOUR

Question du vieillissement : rapport du Secrétaire général

POINT 91 DE L'ORDRE DU JOUR

Application du Programme d'action mondial concernant les personnes handicapées : rapport du Secrétaire général

1. M. POLOWCZYK (Pologne) [Rapporteur de la Troisième Commission] (*interprétation de l'anglais*) :

J'ai l'honneur et le plaisir de présenter à l'Assemblée générale, cet après-midi, pour examen et approbation, huit rapports de la Troisième Commission sur les points 84, 86 à 88, 85 et 89 à 91. Je me référerai dans cet ordre aux rapports sur ces points.

2. Au paragraphe 9 du rapport sur le point 84 de l'ordre du jour [A/39/654], la Commission recommande à l'Assemblée d'adopter un projet de résolution qu'elle a adopté elle-même à la suite d'un vote enregistré par 104 voix contre 9, avec 17 abstentions.

3. Au paragraphe 8 de son rapport sur le point 86 de l'ordre du jour [A/39/656], la Commission recommande à l'Assemblée d'adopter un projet de résolution qu'elle a adopté elle-même par consensus.

4. Au paragraphe 9 de son rapport sur le point 87 de l'ordre du jour [A/39/657], la Commission recommande à l'Assemblée d'adopter deux projets de résolution. Le projet de résolution I a été adopté à la suite d'un vote enregistré, par 105 voix contre 17, avec 9 abstentions, tandis que le projet de résolution II a été adopté sans avoir été mis aux voix.

5. Au paragraphe 15 de son rapport sur le point 88 de l'ordre du jour [A/39/658], la Commission recommande à l'Assemblée l'adoption de trois projets de résolution. Le projet de résolution I a été adopté à la suite d'un vote enregistré par 110 voix contre 1, avec 23 abstentions. Le projet de résolution II a été adopté sans avoir été mis aux voix. Quant au projet de résolution III, la Commission, après avoir procédé à un vote séparé et enregistré sur les paragraphes 2, 3 et 12, a adopté le projet de résolution dans son ensemble, lors d'un vote enregistré, par 137 voix contre une.

6. Au paragraphe 14 de son rapport sur le point 85 de l'ordre du jour [A/39/655], la Commission recommande à l'Assemblée d'adopter deux projets de résolution qui ont été adoptés sans qu'il ait été procédé à un vote.

7. Au paragraphe 8 de son rapport sur le point 89 de l'ordre du jour [A/39/659], la Commission recommande à l'Assemblée d'adopter un projet de résolution qui a été adopté sans avoir été mis aux voix.

8. Au paragraphe 8 de son rapport sur le point 90 de l'ordre du jour [A/39/660], la Commission recommande à l'Assemblée d'adopter un projet de résolution qui a été adopté sans qu'il ait été procédé à un vote.

9. Au paragraphe 11 de son rapport sur le point 91 de l'ordre du jour [A/39/661], la Commission recommande à l'Assemblée d'adopter un projet de résolution qui a été adopté sans avoir été mis aux voix.

Conformément à l'article 66 du règlement intérieur, il est décidé de ne pas discuter les rapports de la Troisième Commission.

10. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : En conséquence, les déclarations porteront exclusi-

vement sur les explications de vote. Les positions respectives des délégations concernant les diverses recommandations de la Troisième Commission ont été énoncées au sein de la Commission et sont consignées dans les comptes rendus pertinents.

11. Je me permets de rappeler aux membres de l'Assemblée qu'aux termes du paragraphe 7 de sa décision 34/401 l'Assemblée générale a décidé que, lorsqu'un même projet de résolution est examiné dans une grande Commission et en séance plénière, les délégations, dans toute la mesure possible, doivent n'expliquer leur vote qu'une fois soit en Commission, soit en séance plénière, à moins que leur vote en séance plénière ne diffère de leur vote en Commission. De même, je rappelle aux membres de l'Assemblée que, conformément à la décision 34/401 de l'Assemblée, les explications de vote sont limitées à 10 minutes et que les représentants doivent prendre la parole de leur place.

12. Nous allons tout d'abord nous pencher sur le rapport de la Commission relatif au point 84 de l'ordre du jour [A/39/654]. Je donne à présent la parole au représentant de l'Equateur, qui souhaite expliquer son vote avant le vote sur la proposition soumise à l'Assemblée au titre de ce point de l'ordre du jour.

13. M. ALBORNOZ (Equateur) [*interprétation de l'espagnol*] : L'Equateur, pays libre, démocratique, qui croit au droit et en respecte les principes dans sa politique internationale, ne cesse, dans les instances mondiales, d'affirmer sa volonté indéfectible de défendre les droits de l'homme et de rejeter toute politique de discrimination raciale. Il ne saurait en être autrement si l'on songe que l'article 4 de la Constitution équatorienne mentionne que l'Etat équatorien condamne toute forme de colonialisme, de néo-colonialisme, de discrimination ou de ségrégation raciale et reconnaît le droit des peuples à se libérer de ces systèmes oppressifs. En conséquence, et comme nous l'avons fait à la Commission, nous voterons en faveur du projet de résolution que la Commission recommande au paragraphe 9 de son rapport [A/39/654].

14. Néanmoins, je tiens à insister sur la nécessité d'appliquer de manière universelle et non pas sélective le principe de la condamnation de toute discrimination raciale, partout où elle se manifeste. De plus, nous ne sommes pas d'accord avec certains termes utilisés dans certains paragraphes des projets de résolution relatifs aux points 84, 86, 87 et 88 de l'ordre du jour. Néanmoins, nous voterons en faveur de ces projets de résolution ou nous nous associerons au consensus. Ce qui nous gêne, c'est qu'on emploie sans raison des termes inappropriés ou trop forts qui, au lieu de promouvoir un climat propice à des solutions politiques, risquent d'encourager la tension et la violence dans les relations internationales.

15. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va à présent se prononcer sur le projet de résolution intitulé "Conséquences néfastes pour la jouissance des droits de l'homme de l'assistance politique, militaire, économique et autre accordée au régime raciste et colonialiste d'Afrique du Sud", recommandé par la Commission au paragraphe 9 de son rapport [A/39/654]. Le rapport de la Cinquième Commission concernant les incidences de ce projet de résolution sur le budget-programme est contenu dans le document A/39/681.

Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bénin, Bhoutan, Birmanie, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Equateur, Ethiopie, Fidji, Gabon, Gambie, Ghana, Grenade, Guinée, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Jordanie, Kampuchea démocratique, Kenya, Koweït, Lesotho, Liban, Libéria, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Pologne, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République démocratique allemande, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Rwanda, Sainte-Lucie, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre : Allemagne, République fédérale d', Belgique, Canada, Etats-Unis d'Amérique, France, Israël, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

S'abstiennent : Australie, Autriche, Danemark, Espagne, Finlande, Grèce, Irlande, Islande, Japon, Malawi, Norvège, Nouvelle-Zélande, Portugal, Suède.

Par 120 voix contre 10, avec 14 abstentions, le projet de résolution est adopté (résolution 39/15)¹.

16. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Je vais donner la parole aux représentants qui souhaitent expliquer leur vote.

17. Mlle MOOKODI (Botswana) [*interprétation de l'anglais*] : Ma délégation qui a voté en faveur du projet de résolution adopté à l'instant tient à informer l'Assemblée générale que, pour des raisons qui sont bien connues de l'Assemblée, nous réservons notre position sur les alinéas c et d du paragraphe 5 et sur le paragraphe 12.

18. Mme NHLABATSI (Swaziland) [*interprétation de l'anglais*] : Ma délégation a voté en faveur du projet de résolution contenu dans le document A/39/654. Cependant, pour des raisons connues de l'Assemblée, elle a des réserves à l'égard des alinéas c et d du paragraphe 5.

19. M. VILLAGRA DELGADO (Argentine) [*interprétation de l'espagnol*] : L'Argentine a voté en faveur du projet de résolution contenu dans le document A/39/654 parce qu'elle est convaincue que les pres-

sions qui seront exercées sur l'Afrique du Sud afin qu'elle abolisse sa politique de discrimination raciale s'avéreront utiles. Cependant, le nom d'Aerolíneas Argentinas figure à nouveau dans le rapport mis à jour sur les conséquences néfastes pour la jouissance des droits de l'homme de l'assistance politique, militaire, économique et autre accordée au régime raciste et colonialiste d'Afrique australe, préparé par le Rapporteur spécial de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités de la Commission des droits de l'homme². Comme mon pays l'a expliqué dans la note, en date du 21 septembre 1984, adressée au Centre pour les droits de l'homme [A/C.3/39/2], Aerolíneas Argentinas ne vole plus vers l'Afrique du Sud depuis 1981, information communiquée en temps utile au Rapporteur spécial³. Aussi mon pays espère-t-il que l'on corrigera cette erreur et que Aerolíneas Argentinas disparaîtra de cette liste.

20. M. MBANZE (Mozambique) [*interprétation de l'anglais*] : En votant en faveur du projet de résolution présenté au titre du point 84 de l'ordre du jour, ma délégation s'est associée à la communauté internationale pour réaffirmer que toute collaboration avec le régime raciste constitue un acte hostile contre le peuple opprimé d'Afrique du Sud qui lutte pour l'établissement, en Afrique du Sud, d'une société non raciale, non divisée et démocratique, d'une société où chaque Sud-Africain, indépendamment de sa race, de son sexe ou de sa religion, puisse tirer avantage de la richesse du pays et accéder au progrès social.

21. Nous tenons à dire par ailleurs combien nous sommes préoccupés de voir que pareille collaboration demeure l'un des principaux obstacles à l'éradication du système d'*apartheid* et à l'élimination de sa politique inhumaine et cruelle. Cette collaboration encourage aussi le régime à perpétrer ses actes d'agression contre les États voisins. Pour toutes ces raisons, nous nous associons à la communauté internationale pour condamner cette collaboration.

22. De même, nous partageons l'opinion que le Conseil de sécurité devrait envisager de prendre les mesures qui s'imposent, y compris celles envisagées au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies.

23. Cependant, ma délégation tient à déclarer officiellement que le Gouvernement de la République populaire du Mozambique n'est pas en mesure, pour des raisons tenant à la situation géographique du Mozambique et à son passé imposé par le colonialisme, d'appliquer des sanctions contre l'Afrique du Sud.

24. C'est dire que ma délégation a des réserves en ce qui concerne le paragraphe 5 de la résolution qui vient d'être adoptée.

25. Mlle QOANE (Lesotho) [*interprétation de l'anglais*] : Ma délégation a voté pour la résolution que l'Assemblée vient d'adopter. Cependant, nous voudrions souligner officiellement que le Gouvernement du Lesotho maintient sa position bien connue en ce qui concerne les sanctions contre l'Afrique du Sud. C'est pourquoi nous émettons des réserves en ce qui concerne les alinéas c et d du paragraphe 5.

26. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va maintenant examiner le rapport de la Troisième Commission sur le point 86 de l'ordre du

jour [A/39/656] et se prononcer sur le projet de résolution intitulé "Deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale", recommandé par la Troisième Commission au paragraphe 8 de ce rapport. Le rapport de la Cinquième Commission, relatif aux incidences de ce projet de résolution sur le budget-programme, figure dans le document A/39/683. Le projet de résolution a été adopté par la Troisième Commission par consensus. Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite agir de même ?

Le projet de résolution est adopté (résolution 39/16).

27. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Je vais donner la parole aux représentants qui souhaitent expliquer leur vote après le vote.

28. M. GLAIEL (République arabe syrienne) [*interprétation de l'arabe*] : Nul n'ignore la position de la République arabe syrienne en ce qui concerne la question du racisme, de la discrimination raciale et de l'*apartheid* sous toutes leurs formes et manifestations. Il n'est pas nécessaire que je la réitère étant donné que ma délégation s'est déjà exprimée sur cette question à la 12^e séance de la Troisième Commission, lors de l'examen de questions touchant le racisme et la deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. Ma délégation a souligné à nouveau que la deuxième Décennie est liée à la première et la complète. En conséquence, la notion de racisme, telle qu'elle est définie dans la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale [résolution 2106 A (XX), annexe], et la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'*apartheid* [résolution 3068 (XXVIII), annexe], et telle qu'elle est consacrée par deux conférences mondiales — la première, la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, tenue à Genève du 14 au 25 août 1978, et la seconde, la deuxième Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, tenue à Genève du 1^{er} au 12 août 1983 — ainsi que par les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, en particulier les résolutions 35/33 du 14 novembre 1980 et 34/24 du 15 novembre 1979, n'a pas changé; on ne peut changer ou modifier le concept de racisme qu'en éliminant totalement le racisme et la discrimination raciale sous toutes leurs formes — notamment le sionisme — et l'*apartheid*, tel qu'il est pratiqué par le Gouvernement sud-africain.

29. A ce moment-là, ma délégation avait exprimé son mécontentement, voire son regret, devant le plan présenté par le Secrétariat sur les activités que le Secrétaire général doit entreprendre au cours de la période 1985-1989 [A/39/167 et Add.1 et 2], conformément à la résolution 38/14 du 22 novembre 1983, car il représente un revirement par rapport à la résolution 1984/43 du Conseil économique et social, en date du 24 mai 1984, notamment le paragraphe 3 du dispositif qui :

"Prie le Secrétaire général de soumettre à l'Assemblée générale, lors de sa trente-neuvième session, un plan d'activités révisé pour la période 1985-1989, en tenant compte des priorités indiquées dans le Programme d'action pour la deuxième Décennie et des résolutions et recommandations pertinentes, y compris du Programme pour la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale et du Programme d'activités à entreprendre au cours de la seconde moitié de cette décennie qui

figurent dans les résolutions 3057 (XXVIII) de l'Assemblée générale, en date du 2 novembre 1973, en particulier aux alinéas *b* et *c* du paragraphe 18, et 34/24, en date du 15 novembre 1979;¹⁴.

Le Secrétaire général a en fait présenté un plan amendé, mais n'a pas mentionné d'activités destinées à s'opposer aux pratiques racistes de l'entité sioniste contre la population arabe de la Palestine occupée et des autres territoires arabes occupés.

30. Ma délégation souhaite vivement assister à une transformation de tous les efforts visant à détruire au moins l'un des deux bastions racistes en Afrique australe et n'a présenté aucun amendement en ce qui concerne la résolution que l'Assemblée générale vient d'adopter. Nous estimons que toute référence au racisme sous-entend inévitablement le sionisme, que l'Assemblée a considéré comme une forme de racisme. L'expression "territoires occupés" inclut aussi inévitablement les territoires arabes occupés de Palestine, Jérusalem, les hauteurs du Golan et la rive occidentale. Toute référence aux institutions et aux organes de l'ONU inclut inévitablement le Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés et le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien. Dans ce contexte, ma délégation a décidé de s'associer au consensus sur cette résolution. Ma délégation avait espéré que le projet de résolution serait approuvé sans réserve et que cela aiderait ainsi les victimes de l'*apartheid* en Afrique, mais tel n'a pas été le cas.

31. M. RAY (Etats-Unis d'Amérique) [*interprétation de l'anglais*] : Ma délégation souhaite souligner officiellement que les Etats-Unis d'Amérique n'ont pas participé à l'adoption du projet de résolution qui figure au document A/39/656. Les Etats-Unis ne participent pas à la deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale ni à l'examen du point 86 de l'ordre du jour pour des raisons bien connues qui ont été très récemment expliquées lorsque le projet de résolution a été recommandé pour adoption à la Troisième Commission.

32. Mlle AL-TURAIHI (Iraq) [*interprétation de l'anglais*] : Nous nous sommes associés au consensus sur le projet de résolution recommandé par la Commission au paragraphe 8 de son rapport [A/39/656], car nous avons cru comprendre que toutes les déclarations et résolutions de l'Assemblée, ainsi que les décisions des conférences internationales organisées pendant la première Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, sont applicables à la première et à la deuxième Décennies, y compris la résolution 3379 (XXX) de l'Assemblée générale, en date du 10 novembre 1975, qui estime que le sionisme est une forme de racisme. La lutte contre le racisme et la discrimination raciale doit faire partie du plan d'activités en vue de la mise en œuvre du Programme d'action pour la deuxième Décennie, afin de répondre aux résolutions pertinentes adoptées par le Conseil économique et social. Nous croyons aussi comprendre que les "territoires occupés" signifient les territoires arabes occupés.

33. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Je vais maintenant donner la parole aux représentants qui souhaitent exercer leur droit de réponse. Je voudrais leur rappeler auparavant que, conformément à

la décision 34/401 de l'Assemblée générale, les déclarations faites dans l'exercice du droit de réponse sont limitées à 10 minutes pour la première intervention et à 5 minutes pour la deuxième, et que les délégations doivent prendre la parole de leur place.

34. M. SUFOTT (Israël) [*interprétation de l'anglais*] : Ma délégation n'a pas eu l'intention de faire quoi que ce soit pour entraver les efforts menés par les auteurs africains de ce projet de résolution en vue de faire progresser la réalisation des objectifs de la deuxième Décennie. Les égarements de la première décennie ont déjà conduit à l'adoption de la résolution la plus invraisemblable de toutes les résolutions de l'Organisation des Nations Unies, la résolution 3379 (XXX), l'infâme résolution assimilant le sionisme au racisme. Il semble que nous ayons été victimes des mêmes égarements une fois de plus cet après-midi, ce qui va à l'encontre de l'intérêt suprême d'un effort concerté et d'un objectif commun. Certains gouvernements représentés dans cette assemblée ont donné la preuve, lors de leurs explications au vote, qu'ils sacrifieraient ou subordonneraient à leurs propres intérêts politiques étroits la cause de cette Décennie.

35. Aux termes de cette résolution, qui a été adoptée par consensus, il est demandé que des mesures soient prises contre l'*apartheid*, contre le racisme, contre le génocide racial du peuple kurde en Syrie et en Iraq, contre l'anéantissement presque total des chrétiens syriens en Iraq, contre le déni du droit électoral aux chrétiens de Syrie dans le recensement de 1962 et contre les persécutions et les actes horribles et barbares racistes perpétrés contre eux et contre les Juifs, entre autres, en Syrie — jeunes filles, femmes, hommes juifs incarcérés, violés et assassinés.

36. Un éminent journaliste du Moyen-Orient a récemment déclaré que si tous les droits de l'homme en Iraq étaient placés sur une tête d'épingle, il resterait encore suffisamment de place pour les droits de l'homme en Syrie. C'est un honneur que d'être attaqué par de tels régimes et systèmes. Des critiques comme celles que nous venons d'entendre de la part de ces gouvernements ne sont pour nous que des louanges. Nous n'avons pas besoin d'autre preuve de la décence de notre cause.

37. M. GLAIEL (République arabe syrienne) [*interprétation de l'arabe*] : Je ne veux pas m'attarder sur ce point ni retarder le travail de l'Assemblée, mais je voudrais rappeler au représentant de l'entité sioniste le programme qui a été présenté par le journaliste américain juif Mike Wallace. Le représentant devrait y songer et se rappeler ce que Wallace a dit du statut des Juifs en Syrie. Je ne sais pas si ce représentant reconnaît qu'il y a des Arabes en Palestine occupée et que ces Arabes ont des droits.

38. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va maintenant passer au rapport de la Commission sur le point 87 de l'ordre du jour [A/39/657]. Je vais donner la parole aux représentants qui souhaitent expliquer leur vote avant le vote.

39. M. PASTOR (Honduras) [*interprétation de l'espagnol*] : Lorsque la Troisième Commission a voté sur le projet de résolution A/C.3/39/L.7, présenté au titre du point 84 de l'ordre du jour, et le projet de résolution A/C.3/39/L.3, présenté au titre du point 87 de

l'ordre du jour, le Honduras s'est abstenu parce qu'il estime que ces textes contiennent, même si ce n'est que de manière suggestive, certains éléments qui sont un affront pour de nombreux pays de l'Est, de l'Ouest, du Nord et du Sud. Nous estimons aussi que ces projets de résolution ne mettent pas suffisamment l'accent sur les moyens pacifiques du règlement des différends. Nous formulons à présent les mêmes réserves, et nous pensons que le libellé de ces textes pourrait être amélioré. Cependant, le Honduras votera à l'Assemblée en faveur de ces deux projets de résolution, comme nous l'avons fait il y a quelques minutes à l'égard du projet de résolution présenté au titre du point 84 de l'ordre du jour. En effet, malgré ce que je viens de dire, ces textes font état d'objectifs multiples qui sont compatibles avec les principes sur lesquels se fonde notre politique étrangère, comme nous l'avons dit maintes fois à l'Assemblée, à savoir la lutte contre le colonialisme, l'*apartheid* et le racisme, le rejet de l'occupation des territoires par la force et le soutien à l'autodétermination des peuples, consacrés dans la Charte des Nations Unies et qui sont reflétés dans ces projets de résolution.

40. M. GAUCI (Malte) [*interprétation de l'anglais*] : Ma délégation continuera d'appuyer la ligne générale des projets de résolution qui visent à marquer le mécontentement qu'éprouve l'Assemblée à l'égard de la politique du Gouvernement sud-africain en Namibie et de l'imposition du régime d'*apartheid* en Afrique du Sud. Toutefois, ce soutien ne veut pas dire que nous soyons entièrement d'accord avec toutes les dispositions des projets de résolution ni avec les termes employés dans ces textes.

41. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va se prononcer sur les deux projets de résolution recommandés par la Commission au paragraphe 9 de son rapport [A/39/657]. Le projet de résolution I s'intitule "Importance, pour la garantie et l'observation effectives des droits de l'homme, de la réalisation universelle du droit des peuples à l'autodétermination et de l'octroi rapide de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux". Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bénin, Bhoutan, Birmanie, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Equateur, Ethiopie, Fidji, Gabon, Gambie, Ghana, Grenade, Guinée, Guinée équatoriale, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Jordanie, Kampuchea démocratique, Kenya, Koweït, Lesotho, Liban, Libéria, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Pologne, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République démocratique allemande, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République

socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Rwanda, Sainte-Lucie, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Tchad, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre : Allemagne, République fédérale d', Australie, Belgique, Canada, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Islande, Israël, Italie, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède.

S'abstiennent : Autriche, Espagne, Grèce, Irlande, Japon, Malawi, Portugal.

Par 121 voix contre 17, avec 7 abstentions, le projet de résolution I est adopté (résolution 39/17)⁵.

42. Le PRÉSIDENT : Le projet de résolution II, intitulé "Réalisation universelle du droit des peuples à l'autodétermination", a été adopté par la Commission sans avoir été mis aux voix. Puis-je considérer que l'Assemblée désire faire de même ?

Le projet de résolution II est adopté (résolution 39/18).

43. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Nous passons maintenant au rapport de la Commission sur le point 88 de l'ordre du jour [A/39/658]. L'Assemblée va maintenant se prononcer sur les trois projets de résolution recommandés par la Commission au paragraphe 15 de son rapport. Le projet de résolution I est intitulé "Etat de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'*apartheid*". Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bénin, Bhoutan, Birmanie, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Equateur, Ethiopie, Fidji, Gabon, Gambie, Ghana, Grenade, Guinée, Guinée équatoriale, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Jordanie, Kampuchea démocratique, Kenya, Koweït, Lesotho, Liban, Libéria, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Pologne, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République démocratique allemande, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Rwanda, Sainte-Lucie, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Tchad, Tchécoslovaquie, Thai-

lande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zaïre, Zambie.

Votent contre : Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent : Allemagne, République fédérale d', Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Islande, Italie, Japon, Luxembourg, Malawi, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Swaziland.

Par 121 voix contre une, avec 23 abstentions, le projet de résolution I est adopté (résolution 39/19)¹.

44. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Le projet de résolution II, intitulé "Etat de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale", a été adopté par la Commission sans qu'il ait été procédé à un vote. Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite faire de même ?

Le projet de résolution II est adopté (résolution 39/20).

45. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Le projet de résolution III a pour titre "Rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale". Un vote enregistré séparé a été demandé sur le paragraphe 2 de ce projet de résolution. S'il n'y a pas d'objections, l'Assemblée va d'abord voter sur ce paragraphe.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bénin, Bhoutan, Birmanie, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Equateur, Ethiopie, Fidji, Gabon, Gambie, Ghana, Grèce, Grenade, Guinée, Guinée équatoriale, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kampuchea démocratique, Kenya, Koweït, Lesotho, Liban, Libéria, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Maroc, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Pologne, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République démocratique allemande, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Rwanda, Sainte-Lucie, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Tchad, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre : Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent : Allemagne, République fédérale d', Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, Finlande, France, Irlande, Islande, Italie, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Turquie.

Par 123 voix contre une, avec 20 abstentions, le paragraphe 2 du projet de résolution III est adopté.

46. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Un vote enregistré séparé a aussi été demandé sur le paragraphe 3 du projet de résolution III. S'il n'y a pas d'objections, l'Assemblée va maintenant voter sur ce paragraphe.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Bénin, Bhoutan, Birmanie, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Danemark, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Equateur, Espagne, Ethiopie, Fidji, Finlande, Gabon, Gambie, Ghana, Grèce, Grenade, Guinée, Guinée équatoriale, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Islande, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kampuchea démocratique, Kenya, Koweït, Lesotho, Liban, Libéria, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Maroc, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République démocratique allemande, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Rwanda, Sainte-Lucie, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suriname, Swaziland, Tchad, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre : néant.

S'abstiennent : Allemagne, République fédérale d', Canada, Etats-Unis d'Amérique, France, Italie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Par 139 voix contre zéro, avec 6 abstentions, le paragraphe 3 du projet de résolution III est adopté.

47. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Un vote enregistré séparé a été demandé également sur une partie du libellé du paragraphe 12 du projet de résolution III. Les termes sur lesquels porte ce vote sont les suivants : "notamment des renseignements relatifs à la composition démographique de leur population et aux relations qu'ils entretiennent avec le régime raciste d'Afrique du Sud". S'il n'y a pas

d'objections, l'Assemblée va voter sur cette partie du paragraphe 12.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bénin, Bhoutan, Birmanie, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Chine, Chypre, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Equateur, Ethiopie, Fidji, Gabon, Gambie, Ghana, Grenade, Guinée, Guinée équatoriale, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Jordanie, Kampuchea démocratique, Kenya, Koweït, Lesotho, Liban, Libéria, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Maroc, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Pologne, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République démocratique allemande, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Rwanda, Sainte-Lucie, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Tchad, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre : néant.

S'abstiennent : Allemagne, République fédérale d', Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Grèce, Irlande, Islande, Italie, Japon, Luxembourg, Malawi, Norvège, Pays-Bas, Philippines, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède.

Par 120 voix contre zéro, avec 22 abstentions, cette partie du paragraphe 12 du projet de résolution III est adoptée⁶.

48. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va maintenant se prononcer sur l'ensemble du projet de résolution III. Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Allemagne, République fédérale d', Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Bénin, Bhoutan, Birmanie, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Canada, Cap-Vert, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Danemark, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Equateur, Espagne, Ethiopie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Gambie, Ghana, Grèce, Grenade, Guinée, Guinée équatoriale, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Islande, Italie, Jamahiriya arabe libyenne,

Jamaïque, Japon, Jordanie, Kampuchea démocratique, Kenya, Koweït, Lesotho, Liban, Libéria, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République démocratique allemande, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Sainte-Lucie, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suriname, Swaziland, Tchad, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre : Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent : néant.

Par 145 voix contre une, le projet de résolution III est adopté (résolution 39/21)¹.

49. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va maintenant passer au rapport de la Commission sur le point 85 de l'ordre du jour [A/39/655] et se prononcer sur les deux projets de résolution recommandés au paragraphe 14 de ce rapport.

50. Le projet de résolution I est intitulé "Année internationale de la jeunesse : participation, développement, paix". Le rapport de la Cinquième Commission sur les incidences de ce projet de résolution sur le budget-programme fait l'objet du document A/39/682. Le projet de résolution I a été adopté par la Troisième Commission sans être mis aux voix. Puis-je considérer que l'Assemblée entend agir de même ?

Le projet de résolution I est adopté (résolution 39/22).

51. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Le projet de résolution II, intitulé "Efforts et mesures propres à garantir l'application des droits de l'homme et à en assurer la jouissance aux jeunes, en particulier le droit à l'éducation et au travail", a été adopté par la Commission sans être mis aux voix. Puis-je considérer que l'Assemblée entend procéder de même ?

Le projet de résolution II est adopté (résolution 39/23).

52. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Nous allons maintenant aborder le rapport de la Commission sur le point 89 de l'ordre du jour [A/39/659] et nous prononcer sur le projet de résolution intitulé "Courants de communication entre l'Organisation des Nations Unies et la jeunesse et les organisations de jeunes", recommandé par la Commission au paragraphe 8 de ce rapport. La Commission a adopté ce projet de résolution sans le mettre aux voix. Puis-je considérer que l'Assemblée générale entend agir de même ?

Le projet de résolution est adopté (résolution 39/24).

53. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va passer au rapport de la Commission sur le point 90 de l'ordre du jour intitulé "Question du vieillissement", [4/39/660] et se prononcer sur le projet de résolution recommandé par la Commission au paragraphe 8 de ce rapport. Le projet de résolution a été adopté par la Commission sans avoir été mis aux voix. Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite faire de même ?

Le projet de résolution est adopté (résolution 39/25).

54. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va maintenant passer au rapport de la Commission concernant le point 91 de l'ordre du jour [4/39/661] et se prononcer sur le projet de résolution intitulé "Décennie des Nations Unies pour les personnes handicapées", recommandé par la Commission au paragraphe 11 de ce rapport. Le rapport de la Cinquième Commission sur les incidences de ce projet de résolution sur le budget-programme figure dans le document A/39/684. La Troisième Commission a adopté ce projet de résolution sans le mettre aux voix. Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite faire de même ?

Le projet de résolution est adopté (résolution 39/26).

POINT 31 DE L'ORDRE DU JOUR

Politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain (suite) :

- a) Rapport du Comité spécial contre l'apartheid;
- b) Rapport du Comité spécial pour l'élaboration d'une convention internationale contre l'apartheid dans les sports;
- c) Rapport du Secrétaire général

55. M. MOHAMMED (Iraq) [*interprétation de l'arabe*] : Je voudrais tout d'abord exprimer mes condoléances à la délégation de la République socialiste soviétique d'Ukraine à l'occasion de la mort de son Chef d'Etat et Président du Présidium du Soviet suprême de la République socialiste soviétique d'Ukraine, M. Aleksei Vatchenko. Au nom de ma délégation, je prie la délégation de la RSS d'Ukraine de transmettre nos sincères condoléances à son gouvernement et à son peuple et à la famille endeuillée.

56. Une fois encore, l'Assemblée générale examine la politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain. Bien que l'Organisation des Nations Unies traite de cette question depuis des années, la situation en Afrique du Sud continue de s'aggraver et prend des dimensions tragiques.

57. Depuis le début de la discussion sur cette question aux Nations Unies, de nombreuses résolutions ont été adoptées. La communauté internationale a lancé de multiples appels qui n'ont pas été entendus par le régime de Pretoria; ce régime a persisté à mener ses pratiques racistes au défi de la communauté internationale, prouvant ainsi son profond mépris pour l'Organisation des Nations Unies et ses résolutions.

58. En ce moment même, alors que nous discutons de la question, le régime raciste d'Afrique du Sud mène une répression féroce et brutale contre la majorité noire, la privant de ses droits politiques légitimes et de ses droits sociaux, réduisant au silence la population par la force brutale et l'emprisonnement de

milliers de jeunes — hommes et femmes — et de personnes âgées.

59. La répression du régime de Pretoria ne se limite pas à l'Afrique du Sud. En fait, elle est utilisée par tous les moyens possibles en vue de perpétuer l'occupation illégale de la Namibie par des actes de terrorisme et l'assassinat de personnes héroïques qui luttent pour se libérer du joug de l'esclavage politique qui leur est imposé par ce régime.

60. Le régime de l'Afrique du Sud met en œuvre ses plans en déportant des Africains vers des zones arides pour les forcer à vivre dans la pauvreté et la maladie, en vue de transformer l'Afrique du Sud en une terre réservée aux Blancs et de priver la majorité noire de ses droits de citoyens pour établir son contrôle raciste sur le pays et poursuivre sa répression fasciste face à l'accroissement de la résistance nationale et des forces de libération nationale.

61. Les pratiques immorales racistes des autorités sud-africaines contre la majorité noire donnent aux peuples d'Afrique du Sud et de Namibie le droit de mener une lutte armée, avec tous les moyens mis à leur disposition, pour affronter ces pratiques et ce régime criminels de même que les actes de répression brutale et de génocide commis par les dirigeants racistes de Pretoria ainsi que contre les détentions et les arrestations en vertu de lois arbitraires.

62. Dans ses manœuvres pour induire en erreur la communauté internationale quant au caractère même de ses réformes récentes, le régime raciste a annoncé la mise en œuvre de prétendues réformes constitutionnelles visant à accorder le droit à l'autodétermination à ceux qu'il appelle les trois peuples mais en fait, l'objectif réel est, premièrement, d'exclure la majorité de la population sud-africaine du processus politique et, deuxièmement, de gagner certaines parties de la population en vue de renforcer la politique d'apartheid, de poursuivre l'exploitation et de vaincre la lutte pour la libération. Il ne fait pas de doute que l'imposition par le régime raciste de la prétendue nouvelle constitution est un défi flagrant à la communauté internationale, qui aura de graves conséquences sur la situation déjà explosive qui sévit dans cette partie du monde.

63. Il est regrettable que, même si le régime raciste d'Afrique du Sud persiste dans sa politique raciste, son occupation illégale de la Namibie et ses agressions contre les Etats de première ligne, ainsi que dans son défi des résolutions de l'Organisation des Nations Unies, il bénéficie toujours de l'appui et de la coopération de certains pays occidentaux. Leur appui militaire et économique a permis au régime raciste de s'opposer aux forces anti-apartheid et l'a encouragé à poursuivre sa politique de racisme et de colonisation en Namibie. Ces pays coopèrent uniquement pour servir leurs propres intérêts étroits, en négligeant totalement leurs responsabilités humanitaires et internationales. Certains de ces pays prennent la parole à l'Assemblée générale et utilisent des termes qui laissent entendre qu'ils sympathisent avec les efforts de la majorité pour éliminer la discrimination raciale et mettre fin à ce crime; ils montrent même de l'enthousiasme pour les résolutions condamnant le régime minoritaire raciste sud-africain mais, en fait, cette position n'a qu'un but de propagande et n'est pas fondée sur un désir sincère d'éliminer l'apartheid.

64. En ce qui concerne l'appui que reçoit le régime raciste de Pretoria, en violation des résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale, je voudrais mentionner l'alliance entre les deux régimes racistes de Pretoria et de Tel-Aviv, qui continuent de lancer des agressions contre les peuples africain et arabe. Ils poursuivent leur coopération dans tous les domaines, en particulier dans les domaines militaire, stratégique, culturel et économique ainsi que dans celui de la propagande. Cette coopération n'est pas un secret et le représentant d'Israël ne peut pas la nier. Le monde en général et l'Afrique en particulier savent parfaitement qui collabore ouvertement avec le régime d'Afrique du Sud, le renforce sur le plan militaire et améliore ses capacités en vue de lui permettre de réprimer et d'opprimer le peuple africain en lutte. Aux sessions antérieures de l'Assemblée, on a demandé à Israël de mettre fin à tout type de collaboration avec le régime de Pretoria, en particulier dans les domaines militaire et nucléaire, et de se conformer aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale. Au lieu de respecter ces résolutions, Israël persiste dans sa collaboration, renforçant ainsi le régime raciste et fasciste sud-africain.

65. L'Iraq et les autres pays arabes qui ont participé à la Conférence de solidarité arabe avec la lutte de libération en Afrique australe, qui a eu lieu à Tunis du 7 au 9 août 1984 [voir A/39/450, annexe] et à laquelle ont participé tous les mouvements de libération de l'Afrique, ont souligné à nouveau les principes fondamentaux d'une véritable solidarité avec le peuple sud-africain et ont exprimé leur appui sincère à la lutte des peuples de l'Afrique du Sud et de la Namibie contre le racisme et le colonialisme. La Conférence a montré l'ampleur de la solidarité entre le peuple arabe et les peuples africains et leur volonté commune de poursuivre la lutte jusqu'au moment où le racisme et le colonialisme sous toutes leurs formes seront éliminés.

66. La Conférence, à laquelle l'Iraq et d'autres pays arabes ont participé, a condamné les sociétés pétrolières pour leurs tentatives de rompre l'embargo sur le pétrole imposé à l'encontre du régime sud-africain. La Conférence a également réaffirmé qu'il importe de respecter la résolution 26/5, relative à l'embargo pétrolier, adoptée en mai 1981 par le Conseil des Ministres des pays arabes exportateurs de pétrole⁷. C'est là un fait patent et une réfutation claire aux allégations faites l'autre jour par le représentant d'Israël, [69^e séance], essayant de couvrir l'ignoble collaboration — connue de tous — entre son entité et le régime raciste de Pretoria.

67. Non seulement l'*apartheid* est une violation des droits de l'homme mais c'est aussi un crime contre l'humanité et une menace à la paix et à la sécurité internationales; c'est pourquoi il faut l'éliminer par tous les moyens possibles, dans le cadre de la Charte des Nations Unies. Pour mettre fin à la politique d'*apartheid* et de colonialisme en Afrique du Sud et en Namibie, il faut déployer des efforts internationaux accrus et, en même temps, intensifier la lutte contre le régime raciste, oppressif et fasciste d'Afrique du Sud. Pour cela, il faut imposer des sanctions globales contre le régime raciste de Pretoria, au titre de la Charte, en vue de le forcer à renoncer à sa politique raciste et à se retirer de Namibie. Nous croyons que ceux qui contrecarrent les efforts de l'Organisation assument une responsabilité historique énorme.

68. Tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies doivent prêter leur plein appui à cette cause et ne doivent avoir de cesse que l'*apartheid* en Afrique du Sud soit éliminé. Ma délégation s'engage à faire tout ce qui lui sera possible à cet égard et elle réaffirme une fois de plus son appui inébranlable aux mouvements de libération de l'Afrique du Sud.

69. M. FOUM (République-Unie de Tanzanie) [interprétation de l'anglais] : Je voudrais, tout d'abord, me joindre à tous mes collègues pour exprimer la consternation que nous avons ressentie en apprenant le décès du chef d'Etat et Président du Présidium du Soviet suprême de la République socialiste soviétique d'Ukraine. A l'occasion de cette perte cruelle, ma délégation adresse ses condoléances à la délégation de la RSS d'Ukraine et, par son intermédiaire, au Gouvernement et au peuple de ce pays, ainsi qu'à la famille en deuil.

70. Il n'y a guère de questions soumises à l'Assemblée qui suscitent autant d'émotion, plus de colère et de frustration que celle du système inhumain de l'*apartheid*. En conséquence, peu de questions ont davantage uni la communauté internationale dans la condamnation et le rejet total de ce système. Cependant, l'*apartheid* existe toujours; ceux qui le pratiquent ne se sont pas repentis; au contraire, ils font preuve d'obstination et de mépris envers l'Organisation mondiale. L'année dernière, juste avant que l'Assemblée aborde ce point, la communauté internationale est restée apparemment impuissante alors que le régime raciste appliquait une nouvelle mesure visant à consolider et à raffermir le système d'*apartheid*. A part une condamnation verbale des prétendues réformes constitutionnelles imposées à la population d'Afrique du Sud, aucune mesure concrète n'a été prise. Il y a quelques semaines à peine, l'Assemblée a été témoin d'un nouvel élément dans la série des prétendues dispositions constitutionnelles. Une fois de plus, l'Assemblée l'a rejeté, y voyant une autre manœuvre au service de l'*apartheid*. Mais, dans la mesure où l'*apartheid* persiste et dans la mesure où ceux qui le pratiquent montrent tant d'arrogance et de mépris à l'égard de la communauté internationale, cela révèle l'impuissance de l'Organisation à prendre des mesures efficaces pour l'éliminer. La présente session de l'Assemblée générale pourrait nous donner la possibilité d'envisager des mesures concrètes qui aideraient la population d'Afrique du Sud dans sa lutte légitime d'émancipation.

71. Que l'*apartheid* soit ignoble, cela n'est pas douteux. L'Assemblée générale l'a décrété crime contre l'humanité et menace pour la paix et la sécurité internationales. C'est sur ce consensus que la communauté internationale a pris des mesures et fait des progrès appréciables non seulement en soutenant la campagne destinée à isoler le régime, mais aussi en activant la lutte à l'intérieur de l'Afrique du Sud.

72. Au cours de l'année écoulée, des progrès importants ont été réalisés sur le front politique. Des campagnes de mobilisation pour le boycottage du régime d'*apartheid* ont acquis une force nouvelle à mesure que le monde prenait conscience des atrocités de l'*apartheid*. La réunion des ministres des affaires étrangères et des chefs de délégation des pays non alignés à la trente-neuvième session de l'Assemblée générale, qui a eu lieu à New York du 1^{er} au 5 octo-

bre 1984, et la vingtième session ordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine, qui a eu lieu à Addis-Abeba du 12 au 15 novembre 1984, ont réaffirmé l'engagement de la communauté internationale à l'égard de l'élimination du système d'*apartheid*.

73. Cependant, les condamnations réitérées de la politique d'*apartheid*, les mesures adoptées et les appels lancés par l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et l'Organisation des Nations Unies pour qu'il soit mis fin au conflit racial ont tous été rejetés avec arrogance par le régime raciste. Les mesures prises jusqu'à présent, séparément et collectivement, par les Etats Membres n'ont pas apporté la paix à l'Afrique du Sud.

74. La communauté internationale a rejeté à bon droit l'établissement du parlement dit à trois chambres, qui devait intégrer — du moins le régime raciste l'espérait — les communautés "métisse" et "indienne" dans la structure de l'*apartheid*. Mais même l'apparition de certains non-Blancs — et le net succès de la campagne de boycottage prouve qu'ils ne sont pas nombreux — en tant que membres du prétendu parlement ne saurait changer la vérité fondamentale. La structure de l'*apartheid* reste inchangée. Vingt-trois millions de Noirs sont privés du droit de vote. Il reste de fait qu'en Afrique du Sud la politique, l'économie et autres institutions sont fondées sur la race. Le système d'enregistrement racial, le *Group Areas Act*, les systèmes raciaux d'éducation et de santé, et tous les autres piliers de l'*apartheid* ne sont pas atteints. La politique de déplacement forcé est appliquée implacablement. Un million de personnes sont menacées d'être réinstallées, en plus de près de 4 millions qui ont déjà été déracinées. Les bantoustans — qui ont été rejetés par la communauté internationale — sont renforcés en vue de diviser l'opposition à l'*apartheid* et d'embrouiller ses adversaires de l'extérieur.

75. Alors que la population d'Afrique du Sud a totalement rejeté cette apparence de changement en Afrique du Sud, les détracteurs de la liberté de l'Afrique ont profité des événements pour chercher à atténuer la pression exercée sur le régime, sous prétexte que ce régime, un substitut de l'impérialisme, s'est engagé sur la prétendue voie du changement pacifique. La cupidité économique et les obsessions idéologiques des détracteurs de la liberté africaine les ont propulsés dans une nouvelle ère d'alliance avec le régime d'*apartheid*.

76. L'engagement constructif, ses considérations philosophiques et son contenu se sont révélés hostiles aux intérêts des Noirs d'Afrique du Sud. La période de l'engagement constructif n'a fait qu'apporter réconfort et soutien aux racistes d'Afrique du Sud, et, de ce fait, l'oppression et la mort à la population noire. Cette politique a renforcé l'*apartheid*. Est-il besoin de récapituler les nombreuses perspectives de coopération qui ont été ouvertes avec le régime ? Est-il besoin de rappeler les milliards de dollars qui ont été apportés dans l'économie de l'*apartheid*, les nouveaux liens diplomatiques, militaires, nucléaires et politiques forgés entre certains pays occidentaux et le régime raciste, ou les votes systématiquement négatifs émis à l'Assemblée et au Conseil de sécurité sur les projets de résolution condamnant l'*apartheid* ? Le fait que la politique indéfendable d'agression du régime d'*apartheid* est maintenant rationalisée ou

placée dans des contextes très éloignés des réalités de la tyrannie raciale en Afrique du Sud montre la répugnance de certains pays à accepter l'infâme nature de l'*apartheid*.

77. L'Afrique du Sud a maintes fois essayé de masquer son agression, en prétendant qu'elle fait l'objet d'attaques de l'extérieur. Nous entendons cette assertion ridicule reprise en écho par ses amis qui, tout d'un coup, ont "découvert" que c'est "la violence à travers la frontière" qui précipite les actes d'agression de l'Afrique du Sud.

78. Il est manifeste que l'attitude arrogante du régime, le défi constant qu'il oppose à la volonté de la communauté internationale et aux résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que ses incessantes violations des règles régissant la conduite internationale, n'auraient pas été possibles sans l'appui et la coopération étroite de certains pays occidentaux. En vérité, le régime d'*apartheid* est devenu le fondé de pouvoir de ces pays.

79. Les faits sont là. Les troupes sud-africaines ont lancé des attaques réitérées et non provoquées contre le Mozambique, le Lesotho, le Botswana et le Zimbabwe. Elles ont envahi l'Angola et continuent d'occuper certaines parties du pays. On nous avance le prétexte, dans le cas de l'Angola, que la violence de part et d'autre de la frontière a provoqué l'invasion et que les opérations militaires étaient dirigées contre les militants de la South West Africa People's Organization (SWAPO). Une pression énorme s'exerce contre l'Angola. A la base de tout cela, il y a des efforts destinés à forcer l'Angola à accepter des conditions inacceptables pour le retrait des forces d'occupation. Cependant, et c'est paradoxal, nous n'entendons exprimer aucune inquiétude quant à la violence de l'Afrique du Sud. Les tenants de ce que l'on appelle l'engagement constructif n'ont guère de considération pour la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance de l'Angola, Etat Membre de l'Organisation. Au contraire, ils se sont joints au régime de l'*apartheid* pour opprimer plus encore les opprimés. Pour ce qui est du Mozambique, toutes ces attaques se concentrent sur l'infrastructure, les communications et autres installations économiques vitales afin de terroriser la population de ce pays. Dans toutes ces affaires, l'Afrique du Sud s'est vue encouragée à se lancer dans une entreprise de déstabilisation. Elle a eu recours aux intrigues politiques et aux pressions économiques et, lorsque cela a été nécessaire, elle a créé des groupes armés de saboteurs et autres bandits afin qu'ils opèrent à l'intérieur du territoire des Etats voisins, tout cela pour essayer de neutraliser l'opposition à l'*apartheid* venant de l'extérieur. Pour nous, c'est là l'essence et l'effet de l'engagement constructif : construire des systèmes politiques dans les pays qui entourent l'Afrique du Sud qui ne soient pas seulement acceptables pour l'Afrique du Sud et ses amis mais qui soient moins hostiles, sinon sympathisants, à l'égard de l'*apartheid*.

80. Dans la Déclaration sur l'Afrique australe faite par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine, à sa vingtième session ordinaire tenue à Addis-Abeba, il est souligné que

"l'Afrique s'est engagée à résister et à faire échec aux efforts visant à imposer à nos pays toute rela-

tion avec l'Afrique du Sud raciste. Nous résisterons aux pressions économiques, politiques et militaires qu'exercent l'Afrique du Sud et ses amis pour terroriser et intimider les pays africains, les soumettre à un chantage et réduire davantage leur liberté d'action⁷⁸.

81. Il convient de souligner que les contacts, quels qu'ils soient, avec le régime sud-africain, rendus nécessaires par l'histoire et la géographie, ne devraient pas être exploités par les ennemis de l'Afrique pour justifier une ouverture en faveur du régime de l'*apartheid* et un accueil chaleureux à celui-ci. Au contraire, la persistance de ces contacts vient nous rappeler que la communauté internationale n'a pas donné le soutien voulu aux pays de l'Afrique australe.

82. Le fait que le régime de l'*apartheid* se montre maintenant disposé à s'entretenir avec les gouvernements de pays d'Afrique australe qu'il voulait liquider il y a quelques années à peine prouve en soi que le régime n'a pas réussi à les juguler. Cependant, nous rejetons l'idée de base de ces initiatives dites du rameau d'olivier, car l'*apartheid* ne peut offrir la paix aux Noirs en dehors de l'Afrique du Sud tout en massacrant ceux qui sont à l'intérieur du pays. C'est une idée absurde. Nous estimons que le régime d'*apartheid* doit trouver un règlement avec la population de l'Afrique du Sud et ne pas chercher de bouc émissaire à l'extérieur. Ceux qui sont proches du régime pourraient, s'il le voulaient, voir la réalité plutôt que la tourner. Nous espérons que ces mêmes pays pourront faire comprendre à leurs suppôts à Pretoria qu'il convient de suivre cette voie. Le régime doit libérer Nelson Mandela et les autres prisonniers politiques qui languissent dans les geôles et démanteler toutes les institutions de l'*apartheid* s'il souhaite des changements pacifiques.

83. Le régime de l'*apartheid* a peut-être changé de tactique à l'intérieur de l'Afrique du Sud, mais rien n'a vraiment changé. Les légers changements d'apparence qui, soi-disant, se sont produits ont été vantés par les amis et les apologistes de l'*apartheid* en tant que changements positifs vers la démocratisation de l'Afrique du Sud. Il nous a été demandé de faire preuve de patience pendant que les racistes de l'Afrique du Sud réfléchissent à la direction que doit prendre le changement, comme si les souffrances, les mutilations et le massacre des Noirs étaient de si peu d'importance que l'attente puisse se prolonger indéfiniment. Mais il est évident que les Blancs d'Afrique du Sud seuls ne peuvent plus décider quel genre de changement il y aura, quand et à quelles fins.

84. En bref, nous rejetons les assertions de ceux qui s'époumonnent à parler de prétendues violations des droits de l'homme qui se produiraient parfois et qui perdent toute importance comparées à l'*apartheid*, mais qui font preuve d'une indifférence aussi cruelle quant aux souffrances des Noirs d'Afrique du Sud. Nous ne sommes pas impressionnés non plus par l'assertion selon laquelle l'*apartheid* sera éliminé lorsqu'on aura créé des emplois pour les Noirs, comme s'il était plus important ou immédiat de trouver du travail à un esclave que de lui redonner sa liberté. En Afrique du Sud, il ne s'agit pas d'emplois mais de la lutte pour l'abolition des instruments et des institutions qui dégradent l'humanité de l'homme. Nous rejetons l'assertion selon laquelle l'*apartheid* peut être

réformé ou rendu plus acceptable. L'*apartheid* doit être éliminé en totalité.

85. Nous rejetons de même toute proposition de neutralité à l'égard du racisme et, à plus forte raison, d'apaisement. L'*apartheid* représente un déni total de notre humanité commune, que nous sommes tenus de préserver du fait de notre adhésion à la Charte des Nations Unies. Il s'agit d'une responsabilité que nous impose la Charte et le monde tout entier, surtout les plus puissants, a le devoir de faire en sorte que le mal ne perdure, et doit encore moins lui donner les moyens de subsister.

86. La déchirante question du conflit racial d'Afrique du Sud qui résulte de la politique atroce de l'*apartheid* doit être attaquée de front. L'*apartheid* constitue une agression permanente contre la population d'Afrique du Sud. L'Assemblée générale a décrété que l'*apartheid* était un crime contre l'humanité et faisait peser une menace sur la paix et la sécurité internationales. C'est le régime de l'*apartheid*, ce sont ses actes de terrorisme, de déstabilisation et d'agression qui représentent le seul obstacle sur la voie de la liberté, de la paix et de la sécurité en Afrique australe. Voilà pourquoi nous demandons à l'Assemblée générale de continuer à exiger que soient appliquées les sanctions obligatoires et globales prévues au Chapitre VII de la Charte. Dans le même temps, la Tanzanie continue de penser que l'isolement total de l'Afrique du Sud de l'*apartheid* est un élément constitutif indispensable de la campagne visant à contraindre le régime à abandonner sa politique haïssable. A cette fin, il convient de mener une campagne mondiale pour que le régime ne trouve aucun soutien. De ce point de vue, nous avons été encouragés par les manifestations massives des forces anti-*apartheid* en Europe contre la visite, au début de cette année, de Botha, le représentant du racisme, dans certains pays d'Europe. Nous avons condamné sa visite alors et nous regrettons que ces pays n'aient pas été en mesure de maintenir la quarantaine internationale décidée à l'encontre du régime de l'*apartheid*. Mais je ne saurais non plus laisser passer l'occasion sans exprimer notre satisfaction quant aux mesures qui ont été prises par le Gouvernement actuel de la Nouvelle-Zélande qui a, entre autres, décidé de contribuer aux efforts internationaux contre l'*apartheid* sous toutes ses manifestations. Les mesures prises par le nouveau Gouvernement de Nouvelle-Zélande sont des plus encourageantes.

87. Dans ce contexte de solidarité internationale contre l'*apartheid*, mon pays a eu le privilège d'accueillir la Conférence sur l'Afrique australe organisée par le Comité socialiste international sur l'Afrique australe et le Groupe socialiste du Parlement européen, les 4 et 5 septembre de cette année. Les chefs d'Etat et de gouvernement des Etats de première ligne ont participé à la Conférence. Réaffirmant son engagement à l'égard de l'élimination de l'*apartheid*, la Conférence a indiqué dans son communiqué que

«... l'*apartheid*, crime contre l'humanité, est à la racine des problèmes de l'Afrique australe et a été encore raffermi en Afrique du Sud...

«Il est donc évident que la politique de l'Afrique du Sud est une menace à la paix et à la sécurité internationales. Il n'y aura pas de paix réelle en Afrique australe tant que l'*apartheid* ne sera pas éliminé.

Aujourd'hui, la structure de l'*apartheid* demeure inchangée et les prétendues réformes n'ont fait que consolider ce système infâme."

88. De plus, la Conférence a réaffirmé que :

"Tant qu'il n'y aura pas de changement réel — c'est-à-dire la destruction du système d'*apartheid* et du développement séparé —, l'Afrique du Sud n'aura pas sa place dans la famille des nations. L'Afrique du Sud cherche à déstabiliser les pays voisins. Cela affectera peut-être les relations politiques dans la région mais ne signifie pas que d'autres puissent y voir un prétexte pour rester passifs dans la lutte commune contre l'*apartheid*. Par divers moyens, l'Afrique du Sud doit être isolée pour maintenir la pression en faveur d'un changement véritable."

Ma délégation souhaite réitérer cette position.

89. Ce serait une omission de ma part que de ne pas rendre un hommage mérité au Comité spécial contre l'*apartheid* et, en particulier, à son Président, M. Garba. La direction qu'il a donnée aux travaux du Comité souligne son engagement personnel en faveur de la liberté et de la justice et l'engagement de son pays, le Nigéria, qui a été au premier plan de la lutte contre l'*apartheid*.

90. Je voudrais également dire combien nous apprécions le travail du Comité spécial. Ses campagnes mondiales de mobilisation contre l'*apartheid*, ses programmes, en particulier la campagne de boycottage culturel et sportif, la remise en liberté de prisonniers politiques et le désinvestissement, ont commencé à prendre forme. A cet égard, ma délégation rend hommage aux particuliers, aux institutions, aux organisations et aux pays qui ont manifesté leur appui et nous les invitons à faire plus.

91. Assurément, nos propres efforts auraient été vains s'ils n'étaient venus compléter la lutte que mène le peuple de l'Afrique du Sud lui-même qui, face à la mort, a continué à défier le régime. Ces constants sacrifices ont été reconnus par la communauté internationale. L'attribution du prix Nobel de la paix à Mgr Desmond Tutu a marqué la reconnaissance de la lutte légitime du peuple sud-africain. Son attachement inébranlable à sa propre liberté a renforcé le nôtre.

92. M. FARAH DIRIR (Djibouti) [*interprétation de l'anglais*] : Avant d'aborder le point de l'ordre du jour que nous examinons aujourd'hui, j'aimerais m'associer et associer ma délégation aux orateurs qui m'ont précédé pour dire combien nous avons été attristés à l'annonce du décès de M. Aleksei Vatchenko, chef d'Etat et président du Présidium du Soviet suprême de la République socialiste soviétique d'Ukraine. Je prie la délégation de la RSS d'Ukraine de transmettre à la famille du défunt, au peuple et au Gouvernement de la RSS d'Ukraine l'expression de nos plus sincères condoléances. Qu'il repose en paix.

93. Une fois de plus, l'Assemblée générale discute de la politique d'*apartheid* du Gouvernement de l'Afrique du Sud alors que règne un climat de terreur constante et de violence qui fait apparaître le comportement et les pratiques du régime nazi d'Hitler des années 30 et 40 comme un moindre mal sur la terre. Une fois de plus, nous exprimons notre vive indignation face aux pratiques de l'*apartheid* et nous sommes vivement préoccupés par les atrocités incessantes infli-

gées à la majorité noire sud-africaine, dont les médias se font l'écho chaque jour.

94. Le monde libre et épris de liberté, qui pourrait influencer le régime sud-africain, a le devoir, au nom de l'humanité et des droits de l'homme, de se ranger du côté de ceux qui, en Afrique du Sud, mènent une lutte incessante dans des conditions particulièrement défavorables afin d'exercer leurs droits inaliénables que leur a attribués le Tout-Puissant.

95. Il est temps que le monde épris de liberté se décide à appuyer cette lutte et soumette l'Afrique du Sud à une pression politique, économique, sociale et diplomatique afin de parvenir à la paix et à la sécurité dans la région.

96. Combien de temps une petite minorité blanche égoïste maintiendra-t-elle asservie la grande majorité des Sud-Africains noirs, et combien de temps les assaillera-t-elle de tous les côtés, les privera-t-elle de leurs droits de l'homme les plus élémentaires ? Pendant combien de temps encore et par quelle méthode de persuasion cette minorité pourra-t-elle traiter l'écrasante majorité noire comme des êtres humains inférieurs, indignes d'une vie décente ?

97. Ceux qui étudient les lois naturelles les plus élémentaires estiment que ces Afrikaners peu perspicaces qui profitent de l'énorme richesse de l'Afrique du Sud de manière disproportionnée devraient savoir qu'ils ne garderont pas toujours cette position privilégiée. Consciente de ce fait, la politique d'*apartheid* enseigne que pour prolonger leur position privilégiée, le régime raciste de l'Afrique du Sud et sa minorité blanche devront pactiser avec leur conscience, s'ils emprisonnent, s'ils refusent de reconnaître les droits fondamentaux de ceux qui les défient pacifiquement et s'ils suppriment massivement ceux qui les affrontent.

98. C'est le spectre de l'*apartheid* qui a fait du territoire de l'Afrique du Sud, malgré sa fertilité, ses énormes ressources minérales, sa faune ses ressources humaines abondantes et ses très grandes beautés naturelles, un territoire où l'homme est maléfique pour l'homme, et qui a transformé ce pays en un des pays les plus malheureux sur terre, où règnent une très grande inégalité et une très grande injustice, où l'opresseur et l'opprimé vivent dans la hantise d'une conflagration spontanée. Cela provient du fait que la grande majorité de la nation africaine noire s'est vu refuser l'égalité dans son propre pays. Cette majorité a été soumise à la plus grande ségrégation, à la plus grande discrimination raciale et au plus important affront qui soit. Les Africains se voient même refuser le simple droit de participer au gouvernement de leur propre pays. Les Sud-Africains noirs sont emprisonnés sans procès. Ils sont torturés et tués en prison. Des écoliers et leurs parents sont tués dans les rues par centaines et par milliers. Les membres des familles sont dispersés et condamnés à l'oubli. Les familles noires doivent vivre dans la misère dans des colonies de peuplement noires; elles sont l'objet d'insultes, d'intimidation et se voient refuser leurs droits juridiques. On pénètre dans les maisons de familles innocentes sans aucun mandat de perquisition. Les dirigeants politiques noirs sont incarcérés; des communautés noires sont séparées, leurs enfants sont l'objet de ségrégation dans l'éducation et on leur enseigne simplement à vivre dans l'asservissement. Voilà donc à

quelle dégradation on soumet l'Afrique du Sud noire sous le régime d'*apartheid*.

99. Entre-temps, une infime minorité, moins de 15 p. 100 de la population, s'arroge 86 p. 100 des meilleures terres du territoire sud-africain et condamne par la force la grande majorité, 85 p. 100 de Sud-Africains noirs, à survivre misérablement dans une région aride, qui ne représente que 14 p. 100 du pays.

100. Le régime sud-africain de l'*apartheid* croit que la race noire ne peut coexister avec la race blanche et qu'il ne peut y avoir entre elles aucune affinité sur les plans physique, culturel ou social. Il prétend que le tribalisme africain et la sophistication des Blancs sud-africains ne peuvent, pas plus que l'huile et l'eau, se mélanger.

101. En raison de l'arrogance et de l'ignorance qu'il révèle, cet argument n'a pas à être réfuté. Cet argument, implicite dans l'attitude du régime raciste, est un défi au bon sens et appartient aux annales de la philosophie nazie. Il est néanmoins malheureux que cette attitude prédomine et qu'elle soit à la base des mesures qui condamnent la population noire à vivre en dehors des zones urbaines dans des conditions insupportables. La population sud-africaine noire, en vertu de la politique odieuse de l'*apartheid*, a été forcée de s'installer dans les zones les plus inhospitalières, appelées par le régime raciste *homelands* ou bantoustans.

102. Dès sa naissance, un Sud-Africain noir est destiné à appartenir à un *homeland* et à devenir ainsi un apatride, privé de son droit à la nationalité, contrairement à l'article 15 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

103. Les *homelands* sont perdus dans le désert. Certains sont des petites parcelles de terres, complètement isolées au centre de la terre sud-africaine, qui ne disposent d'aucun moyen de communication. Par exemple, le Bophuthatswana est fait de plusieurs parcelles de terres incultes et les citoyens de ce soi-disant Etat doivent traverser le territoire sud-africain pour aller d'une partie à l'autre du pays. La fourniture d'électricité, d'eau, d'autres services publics et facilités dépend de Pretoria et, bien sûr, elle peut facilement être interrompue.

104. Dans sa grandiose politique d'*apartheid*, qui est à la base de la création des *homelands*, le régime sud-africain a été inspiré par le vain espoir qu'un jour tous les Noirs d'Afrique du Sud pourraient être finalement relégués dans un territoire bien défini, afin que la plus grande partie de l'Afrique du Sud soit le bien des Blancs. L'échec de la grandiose politique d'*apartheid* en ce qui concerne les *homelands* est devenu évident lorsque le régime sud-africain s'est montré tout à fait incapable de déplacer plus de 10 millions d'Africains noirs des zones urbaines vers les *homelands*.

105. L'*apartheid* ne bénéficie d'aucun appui moral comme le prouvent la vague de résistance et d'opposition dont il fait l'objet de la part des organisations communautaires, des travailleurs et de leurs syndicats, des étudiants et des institutions religieuses de même que la condamnation internationale croissante. Aussi ce régime cherche-t-il à acquérir un soutien de sa puissance militaire, qui, même si elle ne peut le maintenir indéfiniment, peut lui permettre d'infliger

des coups très durs aux Sud-Africains noirs en lutte et aux Etats voisins qui appuient moralement et matériellement les combattants de la liberté en Afrique du Sud.

106. Les relations de l'Afrique du Sud avec ses voisins, les actes criminels de terrorisme croissant et les agressions armées qu'elle commet contre les Etats de première ligne de l'Afrique australe sont devenus insupportables. Les manœuvres dissimulées du régime d'*apartheid* et de ses collaborateurs menacent la sécurité des Etats de première ligne et doivent donc être condamnées. Il doit y être mis fin par les efforts collectifs des forces éprises de paix de la communauté internationale si l'on veut éviter que la situation déjà tendue ne se transforme en une grave conflagration.

107. Le régime d'*apartheid* sud-africain, s'en tenant à sa politique d'intimidation, d'oppression, d'exploitation et de spoliation de la majorité noire sud-africaine a choisi la solution militaire pour asservir cette majorité et a donc intensifié ses efforts pour réaliser ses desseins maléfiques en augmentant de 45 fois ses dépenses militaires, soit de 4 500 p. 100, depuis 1961. On sait aussi que le régime sud-africain a acquis la capacité nucléaire.

108. Confronté à une faillite morale et à une forte résistance des masses, le régime d'*apartheid* n'a pas hésité à adopter des mesures pour accroître son odieuse violence militaire et policière et ses actes d'intimidation. En conséquence la tension, la violence et la destruction massive de vies humaines et de propriété font partie du quotidien. Le régime de Pretoria a ignoré avec arrogance tous les appels internationaux, y compris les décisions et résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité lui demandant d'abandonner ses pratiques d'*apartheid*. Face à ce dangereux défi, la communauté mondiale doit mener des actions internationales concertées en vue d'éviter l'escalade ultérieure de la violence qui pourrait se transformer en un conflit international beaucoup plus vaste. La communauté internationale, en adoptant des mesures contre l'*apartheid*, doit envisager sérieusement sous tous leurs aspects les sanctions socio-économiques et militaires y compris la pleine application effective de l'embargo sur les armes à destination de l'Afrique du Sud. Elle doit aussi adopter des mesures pour empêcher ce régime d'acquérir une capacité nucléaire accrue, conformément aux résolutions et aux décisions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité.

109. Les prétendues réformes constitutionnelles font planer le spectre de la violence et de la terreur sur tout le territoire sud-africain. Lorsque le régime d'*apartheid*, en septembre dernier, a mis sur pied avec arrogance la prétendue nouvelle constitution, qui s'est révélée n'être qu'un autre aspect détestable de sa politique de ségrégation, de racisme et de discrimination raciale, toute la communauté noire et métisse sud-africaine s'est soulevée pour s'y opposer. Ces prétendues nouvelles réformes constitutionnelles ont en effet débouché sur une autre stratégie d'affrontement qui a ouvert les vannes à de nouveaux actes de violence et à de nouvelles brutalités policières contre la majorité noire d'Afrique du Sud. Elles ont ressuscité l'ancienne politique "diviser pour régner" et bafoué le processus démocratique normal tel que nous le connaissons.

110. Néanmoins, nous sommes heureux d'apprendre que les élections au prétendu parlement tricaméral, qui ont eu lieu conformément aux réformes constitutionnelles, se sont heurtées à un boycottage total et à une non-participation de la part de toute la population métisse. La défaite honteuse et humiliante ainsi infligée à la politique d'*apartheid* est la preuve évidente qu'il existe un soutien populaire en faveur de la victoire de la majorité noire en lutte d'Afrique du Sud et un désir de la voir triompher.

111. Nous estimons que ces prétendues réformes constitutionnelles et les manœuvres sous-jacentes ne sont qu'un nouvel aspect de l'*apartheid* et de toutes ses ramifications et qu'elles doivent en conséquence être condamnées et déclarées nulles et non avenues.

112. Nous sommes heureux que l'Assemblée générale ait rejeté les prétendues réformes constitutionnelles dans sa résolution 38/11, et que le Mouvement des pays non alignés et l'OUA les aient rejetées et condamnées.

113. Le rôle important que jouent les conférences internationales pour mettre en exergue les graves dangers que la politique d'*apartheid* d'Afrique du Sud fait peser sur les Etats d'Afrique australe constitue une grande contribution aux efforts faits en vue de sauvegarder la paix et la sécurité internationales. Néanmoins, les conclusions ou les décisions adoptées à ces conférences n'auront aucun effet propre à combattre et à éliminer le système d'*apartheid* si les gouvernements ne sont pas tenus de les respecter et de les appliquer.

114. Nous nous félicitons des efforts déployés par le Comité spécial contre l'*apartheid* qui, sous la direction de M. Joseph N. Garba, du Nigéria, conformément aux résolutions de l'Assemblée générale 38/11 et 38/39 A à K a sans cesse attiré l'attention de la communauté internationale sur la situation très grave qui règne en Afrique australe en raison de la politique agressive du régime sud-africain.

115. Nous sommes heureux de pouvoir constater le rôle actif qu'a joué le Comité pour inciter l'opinion publique mondiale à appuyer la mobilisation internationale contre l'*apartheid*, comme on l'a vu au cours des conférences régionales tenues en Afrique, en Asie, en Amérique latine et en Amérique du Nord. Nous félicitons également le Comité pour les efforts qu'il a déployés pour promouvoir des mesures sur certains aspects concrets de la Campagne contre l'*apartheid* et pour créer des groupes de travail sur les femmes et les enfants victimes de l'*apartheid*, sur les prisonniers politiques et sur les aspects juridiques de l'*apartheid*.

116. La délégation de Djibouti approuve pleinement la conclusion du Comité et soutiendra donc sa recommandation.

117. Nous engageons tous les gouvernements et toutes les autres institutions de la communauté internationale à coopérer dans les efforts déployés pour trouver des solutions efficaces au problème que pose le régime sud-africain et à continuer de fournir toute l'assistance nécessaire au peuple de l'Afrique du Sud et à ses mouvements de libération nationale.

118. Avec la solidarité internationale et le soutien actif de toutes les nations éprises de paix, nous attendons avec confiance le jour proche où le gouverne-

ment par la majorité régnera et où les masses africaines constitueront leur propre gouvernement représentant une société libre, multiraciale et démocratique.

119. M. MAZARI (Pakistan) [*interprétation de l'anglais*] : Ma délégation voudrait elle aussi se joindre aux membres de l'Assemblée pour exprimer ses sincères condoléances, à l'occasion du décès de M. Vatchenko, président du Presidium du Soviet suprême de la République socialiste soviétique d'Ukraine.

120. La politique odieuse et immorale d'*apartheid* que suit le régime sud-africain fait une fois de plus l'objet d'un débat à la trente-neuvième session de l'Assemblée générale. Pendant l'année écoulée, hélas, la pratique par l'Afrique du Sud de cette doctrine haïssable a été aussi vigoureuse, sinon plus, que les années précédentes.

121. Cette année, l'Afrique du Sud a recouru à une tentative grossière pour tromper son peuple en promulguant une prétendue constitution nouvelle et en procédant à des élections truquées organisées sous un état de loi martiale et marquées par des protestations publiques dans l'ensemble du pays.

122. En examinant la situation en Afrique du Sud, l'Assemblée générale a réaffirmé, dans sa résolution 39/2, que "seules l'éradication totale de l'*apartheid* et l'instauration d'une société démocratique sans distinction de race et fondée sur le principe du gouvernement par la majorité, grâce au plein et libre exercice du suffrage universel des adultes dans une Afrique du Sud unie et non fragmentée, peuvent conduire à une solution juste et durable de la situation explosive régnant en Afrique du Sud". La résolution a également rejeté la prétendue nouvelle constitution de l'Afrique du Sud en tant que nouvelle mesure de raffermissement de l'*apartheid*, et a condamné le régime raciste qui perpétue un système constituant "un crime contre l'humanité et une menace contre la paix et la sécurité internationales". Mais aucune condamnation, si dure soit-elle, n'a eu d'effet sur les dirigeants intraitables de l'Afrique du Sud.

123. Le rapport du Comité spécial contre l'*apartheid* [4/39/22] donne, au chapitre III, un compte rendu objectif et détaillé des actes de répression commis par l'Afrique du Sud contre son propre peuple. Il décrit également la lutte de résistance que mène le peuple sud-africain contre le régime. Les travailleurs et les étudiants sud-africains, soutenus par les masses en colère et les organisations religieuses, ont entrepris une lutte armée clandestine contre le gouvernement au pouvoir. Il fait également état de l'expansion militaire de l'Afrique du Sud, de son acquisition d'un potentiel nucléaire et de ses actes d'agression qu'elle commet contre ses voisins. Aucun autre régime, où que ce soit dans le monde, ne s'est rendu coupable d'autant de crimes de toutes sortes que le régime sud-africain.

124. Depuis sa création, le Pakistan est fermement attaché à l'élimination de l'*apartheid*, doctrine diamétralement opposée à la notion d'égalité et de fraternité universelles consacrée dans l'idéal islamique qui est le sien. Dans un message de solidarité avec les prisonniers politiques de l'Afrique du Sud, en octobre dernier, le président Mohammad Zia-ul-Haq, du Pakistan, a déclaré :

"La croyance dans l'égalité de l'homme est la pierre angulaire de la foi du peuple pakistanais et de

la politique du Gouvernement du Pakistan. L'Islam et le Pakistan jettent l'anathème sur la discrimination raciale et nous avons toujours jugé de notre devoir sacré de fournir un soutien total à toutes les victimes de l'abominable politique d'*apartheid* et de la discrimination raciale sous toutes ses formes."

125. Dans un autre message de solidarité avec le peuple en lutte de l'Afrique du Sud, en juin dernier, le Président a déclaré :

"En réaffirmant leur solidarité avec le peuple de l'Afrique du Sud, le Gouvernement et le peuple du Pakistan renouvellent leur promesse de contribuer par tous les moyens à l'élimination complète de l'*apartheid*, qui constitue un crime contre l'humanité et une menace à la paix mondiale. Nous sommes convaincus que nous ne sommes pas éloignés du jour où la lutte vaillante du peuple de l'Afrique du Sud pour la liberté, l'égalité des droits et la dignité humaine sera couronnée de succès et où l'oppression raciale sera effacée de la face de la terre."

126. L'*apartheid* ne peut être réformé; il doit être totalement détruit, et c'est une tâche qui ne peut être accomplie que grâce à un effort collectif et résolu de la communauté internationale. Nous appuyons pleinement la recommandation du Comité spécial à l'effet que la communauté internationale doit adopter d'urgence des mesures concertées décisives afin d'assurer la paix et la liberté dans la région.

127. A cette fin, il s'impose d'appliquer des sanctions globales et obligatoires, conformément au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies. Entre-temps, l'embargo obligatoire sur les armes à destination de l'Afrique du Sud décrété dans la résolution 418 (1977) du Conseil de sécurité doit être strictement respecté. En conséquence, la délégation du Pakistan appuie entièrement les recommandations formulées par le Comité spécial dans son rapport à l'Assemblée générale. Nous sommes persuadés que la lutte du vaillant peuple d'Afrique du Sud pour l'égalité et la dignité de l'homme sera bientôt couronnée de succès.

128. M. KOR BUN HENG (Kampuchea démocratique) : L'une des premières mesures prises par la présente session de l'Assemblée générale a été d'adopter, le 28 septembre dernier, la résolution 39/2 relative à la situation en Afrique du Sud, situation qui demeure grave du fait des vagues de répressions sanglantes et meurtrières menées par les autorités racistes de Pretoria contre la population noire majoritaire pour imposer leur prétendue nouvelle constitution.

129. Cette prétendue nouvelle constitution a été l'objet de la condamnation de la communauté internationale. Les résolutions 554 (1984) et 556 (1984) du Conseil de sécurité et les résolutions 38/11 et 39/2 de l'Assemblée générale ont clairement et catégoriquement rejeté cette prétendue nouvelle constitution et l'ont déclarée, à juste titre, nulle et non avenue. Elle n'est en fait qu'une manœuvre destinée à faire croire que le régime d'*apartheid* a assoupli sa position alors qu'en réalité elle ne vise qu'à renforcer encore le pouvoir blanc minoritaire et l'*apartheid*.

130. Cette prétendue nouvelle constitution, conçue selon les principes de ségrégation raciale, fait des personnes dites de couleur et des personnes d'origine asiatique des citoyens de deuxième classe, et fait de la population noire, qui représente plus de 70 p. 100 de la

population totale, des non-personnes. Ainsi, 24 millions de Noirs, déjà privés de droits, sont devenus des non-personnes dans leur terre ancestrale, selon la logique de l'*apartheid*.

131. Si cette prétendue nouvelle constitution a été rejetée et condamnée par la communauté internationale, elle a été surtout rejetée, condamnée et combattue par la majorité écrasante de la population sud-africaine. Le boycottage massif des communautés métisse et asiatique lors des récentes "élections" et la lutte héroïque menée par la population noire contre cette prétendue nouvelle constitution sont là pour prouver à tout le monde que la population sud-africaine dans sa grande majorité a dit non à cette prétendue nouvelle constitution comme elle a toujours dit non à l'*apartheid*.

132. Mais au lieu d'écouter la voix de la raison de la communauté internationale et ne voulant pas voir la réalité en Afrique du Sud même, le régime raciste de Pretoria continue de braver les résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale, et a imposé par la force l'application de cette prétendue nouvelle constitution. Pour ce faire, il a instauré de fait, en Afrique du Sud, une situation de loi martiale visant à faciliter la répression brutale de la population noire. Les événements de ces trois derniers mois en Afrique du Sud ont montré que Pretoria n'a pas hésité à recourir à la violence et aux meurtres contre les manifestants sans défense et les travailleurs en grève, à des arrestations et détentions arbitraires de dirigeants et d'animateurs d'organisations de masse, ainsi qu'à la fermeture des écoles et des universités. Les autorités racistes ont même recouru à des opérations d'intimidation et de répression de grande envergure, comme c'était le cas à Sebokeng, qui est devenu un autre nom à ajouter à la liste des autres villes martyres telles que Sharpeville et Soweto.

133. L'année écoulée a été aussi témoin des autres activités criminelles du régime raciste de Pretoria dans le cadre de la poursuite de sa politique de bantoustans et d'expulsion de force des populations noires de leurs terres et de leurs foyers. Pretoria envisage même de proclamer prochainement la prétendue indépendance d'un autre bantoustan, le Kwa Ndebele. Si tel est le cas, ce serait le cinquième pseudo-Etat indépendant. La communauté internationale a déjà rejeté et n'a pas reconnu les quatre premiers bantoustans et elle ne manquera de faire de même de ce cinquième, car tout le monde sait que cette politique de bantoustans ne vise qu'à priver les Africains noirs de leurs biens, de leurs racines et de leur nationalité.

134. Chaque fois que nous considérons ce point de l'ordre du jour, nous gardons toujours à l'esprit que le régime raciste de Pretoria applique aussi sa politique inhumaine d'*apartheid* en Namibie, qu'il continue d'occuper illégalement, et perpétue des actes d'agression contre les Etats voisins.

135. Ma délégation reconnaît le droit souverain des Etats indépendants de mener une politique qui est conforme à leurs intérêts nationaux. Cependant, la communauté internationale se doit de s'abstenir de faire quoi que ce soit qui puisse encourager le régime de Pretoria dans la poursuite de sa politique injuste et inhumaine d'*apartheid*.

136. A cet égard, ma délégation tient à exprimer sa solidarité avec le peuple et le Gouvernement du Lesotho dans la défense de leurs intérêts nationaux, face aux pressions exercées par les autorités sud-africaines.

137. L'Assemblée générale et le Conseil de sécurité ont toujours préconisé une voie raisonnable dans la solution du problème à l'examen. Ils viennent de le réitérer dans le paragraphe 4 de la résolution 556 (1984) du Conseil de sécurité et dans le paragraphe 6 de la résolution 39/2 de l'Assemblée générale, paragraphes qui se lisent ainsi :

“... seules l'éradication totale de l'*apartheid* et l'instauration d'une société démocratique sans distinction de race et fondée sur le principe du gouvernement par la majorité, grâce au plein et libre exercice du suffrage universel des adultes dans une Afrique du Sud unie et non fragmentée peuvent conduire à une solution juste et durable de la situation explosive [régnant] en Afrique du Sud;”.

C'est ainsi, et ainsi seulement, que le mal sera extirpé à sa racine.

138. La délégation du Kampuchea démocratique voudrait saisir cette occasion pour exprimer à nouveau son soutien ferme et sa solidarité fraternelle à la lutte héroïque du peuple opprimé d'Afrique du Sud et de ses mouvements de libération, le Pan Africanist Congress of Azania (PAC) et l'African National Congress d'Afrique du Sud (ANC), pour une société démocratique sans distinction de race ou de couleur de la peau. Cette lutte menée au prix de sacrifices immenses et prolongés doit s'inscrire également dans les annales de la lutte pour défendre les principes et les objectifs de la Charte des Nations Unies ainsi que les dispositions de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

139. Que veulent les Noirs sud-africains ? Pour répondre à cette question, ma délégation estime que l'évêque Desmond Tutu, lauréat du Prix Nobel de la paix, a bien traduit tant l'opinion de la population noire majoritaire en Afrique du Sud que celle du continent africain et de la communauté internationale dans son ensemble, quand il a déclaré, le 23 octobre dernier, devant le Conseil de sécurité que “les Noirs n'ont pas l'intention de refouler les Blancs à la mer; ils revendiquent simplement leur place légitime au soleil, dans leur terre natale”.

140. Notre devoir, à nous tous, est de faire tout ce qui est en notre pouvoir, individuellement et collectivement, pour que ces revendications légitimes soient satisfaites.

141. Permettez-moi, en conclusion, de rendre un hommage bien mérité au Comité spécial contre l'*apartheid* et surtout à son président, M. Joseph Garba, du Nigéria, pour leurs efforts soutenus en vue de mobiliser l'opinion publique mondiale visant à dénoncer, condamner et faire cesser la politique inhumaine d'*apartheid* du régime de Pretoria. Ma délégation voudrait les assurer de son soutien dans l'accomplissement de leur noble mandat.

142. M. GBEHO (Ghana) [interprétation de l'anglais] : C'est avec un profond chagrin et une grande consternation que la délégation du Ghana a appris aujourd'hui la nouvelle du décès de l'éminent Chef d'Etat et Président du Présidium du Soviet suprême de la République socialiste soviétique d'Ukraine,

M. Aleksei Vatchenko. Avec votre permission, Monsieur le Président, je voudrais transmettre au Gouvernement et au peuple de l'Ukraine et à mon collègue le représentant de la RSS d'Ukraine, ainsi qu'à tous ses collègues, nos condoléances les plus sincères.

143. Ma délégation se félicite de l'occasion qui lui est donnée de participer, aujourd'hui, au débat sur la politique d'*apartheid* de l'Afrique du Sud, étant donné que cette politique constitue un déni aux Sud-Africains de leurs droits fondamentaux et que les événements dans ce pays deviennent de plus en plus menaçant pour ses habitants de toutes races et pour la paix et la sécurité internationales.

144. Il y a maintenant près de 40 ans que l'Organisation des Nations Unies a été créée et la question de l'*apartheid*, tel qu'il est pratiqué par le régime raciste de Pretoria, est inscrite à l'ordre du jour de l'Organisation depuis presque aussi longtemps. La raison principale pour laquelle aucune solution n'a encore été trouvée à ce problème a été l'attitude de certains amis de l'Afrique du Sud qui sont prêts à tout pour protéger ce régime coupable. Il est ironique de constater que les pays qui offrent leur protection au régime raciste en ayant régulièrement recours à leur droit de veto au Conseil de sécurité et à d'autres formes subtiles de solidarité sont ceux-là mêmes qui professent avec passion leur appui à la Charte des Nations Unies et à la Déclaration universelle des droits de l'homme.

145. Une fois de plus, l'Assemblée doit examiner la grave situation en Afrique du Sud qui représente une menace pour la paix et la sécurité internationales. Néanmoins, nous sommes en droit de nous demander s'il y a eu des changements dans la situation en Afrique du Sud depuis notre débat de l'année dernière. Le seul changement qui se soit produit a été une aggravation de la situation, réduisant ainsi à néant tous les progrès réalisés par le passé. La prétendue réforme constitutionnelle n'a fait que permettre au régime raciste d'affermir encore l'*apartheid* grâce à une loi qui stipule que 73 p. 100 de la population noire continuera à être privés du droit de vote. Cette législation va donc à l'encontre des dispositions de la Charte et de la Déclaration universelle des droits de l'homme et doit être vigoureusement condamnée et combattue par tous les Etats Membres.

146. La situation en Afrique du Sud, qui ne cesse d'empirer, a été provoquée par la brutalité croissante et la perfidie du régime de Pretoria, particulièrement au cours de ces 12 derniers mois, et elle reste une source de grande préoccupation pour le Gouvernement et le peuple du Ghana. C'est pourquoi nous pensons que cette situation mérite d'être examinée moins superficiellement qu'elle ne l'est habituellement par certains Etats Membres.

147. Malgré les nombreuses résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, ainsi que celles d'autres instances des Nations Unies, et malgré l'aversion manifestée à l'échelle internationale envers la politique d'*apartheid* du Gouvernement de l'Afrique du Sud, la communauté internationale est toujours traitée avec le plus profond mépris et la plus grande arrogance par le Gouvernement de Pretoria. L'attitude non coopérative de ce régime est confirmée par son obstination à pratiquer un système qui a été reconnu à juste titre par la communauté internationale comme un crime contre l'humanité et un affront à la cons-

ciencia et à la dignité humaines. Le moment n'est-il pas venu de mettre fin à cette arrogance choquante de l'Afrique du Sud, d'assurer la justice et l'égalité pour tous les Sud-Africains et de sauver la réputation de l'Organisation ?

148. Il y a plus de 20 ans maintenant que le Comité spécial contre l'*apartheid* a reçu pour mandat de sensibiliser la conscience internationale à l'égard des maux de l'*apartheid* en vue d'exercer une pression internationale sur le régime d'Afrique du Sud pour qu'il change sa politique. Le Comité spécial, comme en témoignent ses rapports, s'est acquitté de son mandat au cours des années de la façon la plus louable, sous la présidence de M. Joseph Garba, du Nigéria. Mais alors que la campagne internationale anti-*apartheid* s'intensifie, nous sommes également témoins d'une répression accrue en Afrique du Sud, ainsi que d'efforts plus subtils pour renforcer l'*apartheid*. Il ne faut pas chercher trop loin les raisons de cette évolution. Le régime sud-africain est encouragé à poursuivre sa politique d'*apartheid* détestable au mépris total de l'opinion publique internationale grâce au soutien qu'il continue de recevoir de la part de certains pays occidentaux. Il semblerait donc que l'examen sempiternel de cette question par l'Assemblée générale dégénère en un exercice intellectuel qui n'offre aucun espoir de voir s'établir une société démocratique non raciste en Afrique du Sud.

149. J'aimerais consacrer quelques instants au phénomène du soutien ostensible que certains pays occidentaux accordent à ce régime raciste, étant donné que les protestations de ces amis occidentaux de l'Afrique du Sud, lorsqu'on les traite de collaborateurs avec l'Afrique du Sud, ont récemment atteint leur paroxysme alors qu'ils sont allés de capitale en capitale pour défendre leurs politiques inacceptables. Ils nous interdisent de faire mention des activités auxquelles ils se livrent pour appuyer et encourager le régime raciste. On essaie vigoureusement de nous persuader qu'il y a quelque mérite à forger des relations étroites avec ce régime raciste, alors que nous voyons tous que leurs efforts conduisent à l'assassinat d'un nombre toujours plus grand de personnes dans les rues de l'Afrique du Sud. Seuls les naïfs, sur le plan politique, peuvent être d'accord avec eux, car ils sont devenus en fait les défenseurs du régime raciste contre tout avis éclairé. S'ils visent véritablement les mêmes objectifs que nous, mais adoptent une méthode différente pour les atteindre, je mets au défi leurs représentants de venir à cette tribune déclarer qu'ils appuient la mise en place immédiate du système "à chacun une voix" en Afrique du Sud, et affirmer qu'en tant qu'Etats Membres réels et influents des Nations Unies ils n'accepteront jamais rien de moins. Nos partenaires de l'Occident doivent comprendre que leur incapacité d'appuyer ouvertement en Afrique du Sud un principe sur lequel se fondent leurs propres démocraties lèse leur crédibilité.

150. Guidée par l'histoire, la délégation du Ghana est convaincue que les grands progrès accomplis pour sensibiliser la conscience internationale à l'égard du crime d'*apartheid* ont suffisamment érodé le principe frauduleux dont se nourrissait la philosophie de l'*apartheid*. C'est une tendance qui confirme le fait historique que tout système construit sur des prémisses frauduleuses est appelé à s'effondrer. La forme qu'a prise récemment la lutte contre l'*apartheid* nous

fait espérer que le régime raciste de l'Afrique du Sud sera bientôt balayé. C'est une certitude historique évidente à laquelle personne ne peut échapper. C'est pourquoi nous souhaitons renouveler notre appel aux défenseurs de l'*apartheid* pour qu'ils écoutent leur conscience et respectent les principes sur lesquels leurs propres systèmes ont été fondés — principes qui ont motivé leur indignation contre la menace nazie et fasciste en Europe il n'y a pas si longtemps — afin de faire plier le régime d'*apartheid*.

151. Les Membres de l'Assemblée sont pleinement conscients des atrocités que le régime d'*apartheid* d'Afrique du Sud commet envers ses citoyens noirs ainsi que ses voisins pour pouvoir continuer d'exister. La politique de bantoustans du régime, avec le déplacement forcé de millions de Noirs de leurs foyers ancestraux; sa réforme constitutionnelle moribonde en vue de redéfinir l'*apartheid* de façon telle qu'elle ne fait que renforcer une société fondée sur des clivages raciaux; sa mise en œuvre de lois bien connues et méprisables sur le terrorisme et les laissez-passer; ses actes d'agression, de déstabilisation massive, de terrorisme et de chantage économique contre les Etats africains indépendants voisins, tout cela met en relief le caractère extrêmement instable de la situation qui prévaut en Afrique australe.

M. Farah Dirir (Djibouti), vice-président, prend la présidence.

152. La politique d'*apartheid* est une politique de violence et il n'est pas surprenant que sa mise en œuvre nécessite des moyens violents. Pourtant la résistance héroïque des Sud-africains noirs et opprimés n'a jamais fléchi. L'opposition couronnée de succès aux réformes constitutionnelles superficielles présentées récemment par le gouvernement sous la forme de sa nouvelle constitution mérite tout particulièrement d'être soulignée. Non seulement elle a désarmé les défenseurs du régime, aux Etats-Unis et dans d'autres pays occidentaux, qui espéraient tirer de ces mesures quelque profit politique en la qualifiant de processus d'évolution interne que, selon eux, l'*apartheid* accepterait d'appliquer dans le cadre de la prétendue politique d'engagement constructif, mais elle a démontré la tenacité de la lutte de libération nationale en Afrique du Sud. Plus de 70 p. 100 des Sud-africains qui sont encore sous le joug de l'*apartheid* affirment que ce système ne peut être réformé et doit être éliminé. Nous partageons leur point de vue.

153. A cet égard, la délégation du Ghana ne peut accepter la respectabilité dont jouit le gouvernement minoritaire blanc auprès de certains pays occidentaux, et qui est illustrée notamment par l'accueil officiel réservé cet été au Premier Ministre Botha par les dirigeants des Gouvernements du Portugal, du Royaume Uni, de la République fédérale d'Allemagne, de la Suisse, de l'Italie et même au Vatican. P. W. Botha, compte tenu de tout ce qu'il représente, devrait rester isolé et tous les pays véritablement attachés aux principes de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration universelle des droits de l'homme devraient condamner un tel accueil.

154. Nous devons également mentionner que les prétendus accords de paix conclus récemment entre l'Afrique du Sud et certains de ses voisins, à l'incitation des tenants de la politique d'engagement constructif, ne bénéficient nullement de notre soutien et

n'ont pas modifié notre point de vue à l'égard de la politique du régime raciste, à savoir qu'elle est contraire à la Charte et doit par conséquent être rejetée. Ces accords ont été conçus par P. W. Botha et ses amis pour répondre aux objectifs hégémoniques de l'Afrique du Sud et de ses amis de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), enlisant ainsi l'ensemble de la question sud-africaine dans une guerre froide alors que cette question devrait relever des droits de l'homme universels.

155. Le récent changement intervenu dans les relations entre certains Etats de première ligne et l'Afrique du Sud a été utilisé pour vanter les mérites d'une plus grande interaction avec le régime raciste, mais deux choses ressortent clairement de ce changement radical dans les relations. En premier lieu, le retournement de politique effectué par certains Etats de première ligne représente une trêve militaire — en fait, une capitulation — et n'a rien à voir avec le principe anti-*apartheid* qui est en jeu. En deuxième lieu, l'intégration coloniale des économies des Etats de première ligne à celle de l'Afrique du Sud limite leur souveraineté et leur liberté en la matière; cela n'est cependant pas une raison pour faire fi du principe de l'égalité des races. Nous nous estimons autorisés à dire à nos amis occidentaux, en particulier à nos amis des Etats-Unis, que nous ne saurions nous associer à des accords résultant du terrorisme d'Etat auquel se livre l'Afrique du Sud sur le plan international. L'Organisation des Nations Unies a été créée pour instaurer la paix et cette attitude ne peut que contribuer à compromettre la paix dans cette partie du monde.

156. En outre, il devrait être clair, même aux yeux des défenseurs du régime raciste, que le mandat relatif à la prétendue nouvelle constitution à laquelle on nous demande d'applaudir n'était tout au plus que l'expression d'une minorité irréductible dans ce pays. Le 22 août 1984, lorsque le premier scrutin s'est déroulé, un grand nombre des 2,7 millions d'électeurs inscrits non seulement se sont abstenus mais ont organisé des manifestations contre les élections, ce qui a entraîné l'arrestation et la détention de centaines de personnes. La grande majorité des communautés indienne et métisse a refusé de se faire inscrire sur les listes électorales et de voter. Vingt p. 100 seulement d'Indiens et 30 p. 100 de Métis sont allés aux urnes. Six cent trente mille étudiants métis ont boycotté leurs cours ce jour-là. Les Indiens également ne sont allés aux urnes que dans la proportion de 7 à 23 p. 100. Etant donné ce résultat, on ne saurait considérer que les objectifs de la nouvelle constitution ont été approuvés de façon massive. Aussi, sur quelles bases morales Washington peut-il s'appuyer pour qualifier cette opération de "pas dans la bonne direction"? C'est Washington qui doit revoir son point de vue et non pas ceux qui condamnent la prétendue constitution et l'*apartheid*. Ceux qui condamnent la prétendue constitution ont raison de le faire. Le déni formel du droit de vote à la majorité noire ne peut être perçu comme un pas dans la bonne direction.

157. Les attaques dirigées, sur le plan international, contre la politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain n'ont jamais été aussi vives; la délégation du Ghana réaffirme son engagement à la noble cause. Le moment est venu de concentrer toutes les énergies pour adopter, outre les nombreuses résolutions de condamnation que l'Assemblée a adoptées ou adop-

tera au cours de la présente session, des mesures concrètes.

158. Le Ghana appuie fermement l'imposition de sanctions globales et obligatoires à l'encontre de l'Afrique du Sud au titre du chapitre VII de la Charte et recommande l'application du Programme d'action contre l'*apartheid* préconisé par l'Assemblée générale dans sa résolution 38/39 B. Nous appuyons ces mesures en étant pleinement conscients de leurs graves conséquences pour l'Afrique du Sud et pour la communauté internationale. Nous estimons qu'on ne saurait tolérer un jour de plus le maintien de l'*apartheid* sous quelque forme que ce soit, car chaque jour la majorité noire de ce pays est victime de l'injustice raciale. Nous partageons les souffrances de nos frères et de nos sœurs noirs car l'oppression à laquelle ils sont soumis est une atteinte à notre propre liberté et à notre propre dignité humaine. Dans ces conditions, aucune théorie tendancieuse présentée comme une panacée ne peut nous satisfaire car elle constitue une insulte à notre dignité. L'application de sanctions est un moyen pacifique pour amener un changement réel et nous incitons tous les Etats à s'y associer.

159. Pour terminer, je voudrais renouveler l'appui indéfectible du Ghana aux efforts internationaux pour éliminer l'*apartheid*. Telle a été notre attitude depuis le premier jour de notre indépendance et nous la maintiendrons. Nous voudrions rendre hommage à ceux qui souffrent et aux masses spoliées d'Afrique du Sud qui ont consacré leur vie à l'élimination d'un système qui menace les racines mêmes de l'humanité. Le Ghana soutient toujours fermement les mouvements de libération nationale en lutte contre le régime d'*apartheid* et demande à la communauté internationale de fournir un appui matériel et politique à ces mouvements pour qu'ils puissent mener avec plus d'efficacité leur lutte pour la liberté et l'indépendance et pour l'émancipation totale du continent africain de l'oppression raciale et de la domination coloniale. Nous espérons pouvoir y compter.

160. M. MASHINGAIDZE (Zimbabwe) [*interprétation de l'anglais*] : La délégation du Zimbabwe a appris avec une profonde tristesse la nouvelle du décès du Chef d'Etat de la République socialiste soviétique d'Ukraine. Je voudrais adresser nos condoléances à la délégation de la RSS d'Ukraine et, par son intermédiaire, au Gouvernement et au peuple de ce pays. Notre profonde sympathie et nos condoléances vont également à la famille du regretté chef d'Etat.

161. Depuis 1946, l'Assemblée se préoccupe de la politique raciale du Gouvernement d'Afrique du Sud. Depuis lors, des décisions et des résolutions importantes ont été adoptées et continuent de l'être à ce sujet tant par l'Assemblée générale que par le Conseil de sécurité. Et pourtant, l'*apartheid*, comme on appelle le système du Gouvernement d'Afrique du Sud, persiste. En fait, plus la communauté internationale cherche à mettre fin à la politique anachronique et barbare de ce pays, plus les dirigeants de la minorité blanche de Pretoria cherchent à s'opposer à la marche de l'histoire humaine et à sortir le pays du xx^e siècle pour le ramener en arrière. Les principes de justice, de liberté et d'égalité pour tous les hommes et toutes les femmes, quelle que soit la couleur de leur peau, sont une hérésie pour les dirigeants racistes de Pretoria.

162. Les Noirs — ou, comme les appellent leurs oppresseurs, les non-Blancs — se voient dénier tous les droits, dont celui à la citoyenneté, du simple fait de la couleur de leur peau. En revanche, des lois nombreuses leur sont imposées, essentiellement pour contrôler et exploiter leur travail au bénéfice des dirigeants minoritaires et des exploiters blancs. Une bureaucratie pesante et une machine policière et militaire sont maintenues pour assurer un abrutissement et une déshumanisation efficaces des masses exploitées noires de l'Afrique du Sud. Du simple fait qu'ils ne sont pas blancs, ces gens se voient priver de toutes sortes de droits de l'homme que la plupart d'entre nous et toute la communauté mondiale civilisée considèrent comme acquis.

163. L'un des principaux artisans de la politique d'*apartheid* et ancien Premier Ministre de ce pays raciste, a un jour expliqué la philosophie monstrueuse et barbare dont s'inspirait l'*apartheid* dans les termes suivants : "Nous voulons que l'Afrique du Sud reste blanche. La maintenir blanche ne peut vouloir dire qu'une chose, à savoir la domination blanche; non pas la direction, ni la conduite, mais la suprématie blanche permanente." C'est Hendrik Verwoerd qui s'exprimait ainsi.

164. Cependant, le système d'*apartheid* persiste. En fait, certains pays voient dans l'Afrique du Sud de l'*apartheid* un allié et un bastion de la civilisation chrétienne ou occidentale. Implicitement, ces défenseurs du régime considèrent également les masses exploitées et opprimées, qui ont décidé de lutter pour leur libération et leur liberté, comme des criminels et des ennemis de la prétendue civilisation occidentale et chrétienne. Pour nous, toutefois, les opprimés qui luttent sont des combattants de la liberté et des défenseurs de la dignité de l'homme. Leur lutte est justifiée en vertu des objectifs et des principes de la Charte des Nations Unies. S'ils ont recouru à la lutte armée, c'est parce qu'on leur a brutalement refusé tout moyen possible d'effectuer des changements pacifiques. Les actes de brutalité et les meurtres que commettent actuellement la police répressive et la machine militaire du régime raciste dans les municipalités noires en constituent l'éloquent témoignage.

165. Comme nous sommes, au Zimbabwe, convaincus de la légitimité de la lutte pour la liberté et l'autodétermination menée par les masses opprimées d'Afrique du Sud, nous nous joignons également à ceux qui ont lancé un appel à une solidarité internationale accrue et à un soutien moral, matériel et autre à la population d'Afrique du Sud. En conséquence, nous trouvons encouragement dans les positions adoptées par l'Assemblée tous les ans, notamment dans la définition de l'*apartheid* en tant que "crime contre l'humanité". Nous trouvons également encouragement dans le rejet par l'Assemblée générale, le 28 septembre 1984 [résolution 3912], de la prétendue constitution de l'Afrique du Sud, réaffirmant par là une résolution antérieure du Conseil de sécurité déclarant ce même instrument nul et non avenue.

166. Nous sommes convaincus que l'*apartheid* ne doit pas être modifié. Il doit rencontrer une courageuse opposition et être totalement éliminé. La prétendue nouvelle constitution n'est pas destinée à éliminer ni même, en fait, à changer la politique d'*apartheid* de l'Afrique du Sud. Son objectif est d'affermir et de per-

pétuer l'*apartheid*. Déçu par le rejet massif de la prétendue constitution par les masses opprimées et exploitées et par la communauté internationale, le régime a déchaîné la terreur et la répression contre des travailleurs noirs, des dirigeants communautaires et des étudiants innocents en Afrique du Sud. Une fois de plus, nous condamnons sans aucune réserve ces actes.

167. Sur le front régional, le régime intensifie actuellement sa campagne de sabotage économique et de chantage, d'agression brutale et flagrante et de déstabilisation à l'encontre de ses voisins épris de paix, dans le vain espoir de les intimider pour les dissuader d'appuyer les peuples en lutte d'Afrique du Sud et de Namibie, et également d'établir son hégémonie régionale. Récemment, les dirigeants du régime raciste non seulement se sont vantés de leur position de superpuissance militaire régionale, mais ils ont aussi menacé d'en faire la démonstration contre les Etats qui refusent de normaliser leurs relations avec Pretoria. Nous rejetons ces menaces tout comme nous condamnons et rejetons la politique qui consiste à recruter, à entraîner, à armer et à financer des contre-révolutionnaires, des mercenaires, des bandits et des dissidents contre les Etats voisins de la région.

168. Les dirigeants racistes de Pretoria doivent s'entendre dire dans les termes les plus nets que ni leur politique intérieure féroce et répressive, ni leurs politiques régionales nettement agressives, ni leurs actes de chantage ne pourront engendrer à jamais le raz-de-marée de la liberté et de la justice en Afrique du Sud. La légitimité de la lutte du peuple opprimé d'Afrique du Sud pour le plein exercice de son droit à l'autodétermination et pour l'établissement d'une société démocratique sans distinction de race, comme l'a récemment réaffirmé le Conseil de sécurité dans sa résolution 556 (1984), s'affirmera tôt ou tard.

169. Toute recherche réaliste de solutions à la situation dangereuse en Afrique du Sud doit impliquer le peuple opprimé d'Afrique du Sud par l'intermédiaire de ses dirigeants légitimes et des mouvements de libération tels que l'ANC et le PAC. A cet égard, la délégation du Zimbabwe constate avec inquiétude que certains gouvernements occidentaux ne semblent pas bien comprendre toute l'importance de cette approche, comme le montre clairement le rapport du Comité spécial contre l'*apartheid* [A/39/22, par. 329 à 351]. De plus, certains pays ont cherché à justifier leur complicité avec Pretoria en présentant des arguments totalement inacceptables. Par exemple, ils prétendent qu'un isolement ou une pression trop poussés ne feront qu'inciter le régime de Pretoria à adopter une mentalité ou une position de *laager*.

170. Si l'on affirme au contraire que, en l'absence de pressions, les dirigeants boers abandonneront leur *laager* et accepteront le changement, force nous est alors de nous demander s'il y a eu des changements véritables en Afrique du Sud depuis l'introduction de la politique d'engagement constructif. Et la réponse est non. Au contraire, cette politique semble avoir conforté Pretoria qui poursuit implacablement sa politique et ses pratiques barbares. En fait, Pretoria a été jusqu'à encourager, à inciter, voire à contraindre, des pays voisins à conclure des accords inéquitables ou de prétendus pactes de non-agression. L'Afrique du Sud n'a aucune raison de craindre, ni même d'imaginer, que l'un quelconque des pays de la région pour-

rait commettre une agression contre son territoire. Les dirigeants de Pretoria le savent fort bien, de même que leurs alliés occidentaux. Que l'Afrique du Sud renonce à son agression contre ses voisins et se penche sérieusement et sincèrement sur sa politique intérieure, et la paix régnera immédiatement dans la région, pour notre plus grand bien à tous.

171. La collaboration militaire et économique de certains pays occidentaux avec Pretoria et Israël assure la perpétuation de la politique d'*apartheid* en Afrique du Sud. Les sociétés transnationales qui continuent de tirer des bénéfices de leurs investissements sud-africains doivent savoir qu'elles agissent contre les intérêts des masses sud-africaines opprimées. Une telle coopération avec l'*apartheid* s'oppose aux aspirations de ces populations à la liberté, à la justice sociale et au plein exercice de l'autodétermination.

172. En ce qui le concerne, et conformément à son attachement aux principes et objectifs de la Charte, le Zimbabwe coopérera à tous les efforts véritables visant à extirper complètement le fléau de l'*apartheid* de l'Afrique du Sud. Il continuera de manifester sa solidarité et d'apporter son appui aux masses sud-africaines et namibiennes qui lutteront jusqu'à ce qu'elles parviennent à la liberté réelle, à l'autodétermination et la justice sociale ainsi qu'à l'égalité dans les pays de notre région.

173. Pour conclure, je voudrais adresser l'hommage très mérité de ma délégation au Comité spécial contre l'*apartheid*, sous la direction dynamique et clairvoyante de M. Garba, représentant du Nigéria, pour le travail qu'il a accompli. Ma délégation appuie entièrement les recommandations du Comité spécial et s'engage à lui apporter sa pleine et constante coopération.

174. M. SOLOMON (Ethiopie) [*interprétation de l'anglais*] : Je voudrais tout d'abord me joindre aux orateurs qui m'ont précédé pour présenter, à l'occasion de la mort du Chef d'Etat et Président du Présidium du Soviet suprême de la République socialiste soviétique d'Ukraine les condoléances les plus sincères de ma délégation au Gouvernement et au peuple de la RSS d'Ukraine. Nous exprimons également toutes nos condoléances à la famille du défunt.

175. Il est paradoxal que l'*apartheid*, qui se fonde sur l'inégalité, l'oppression et l'exploitation, puisse encore survivre à notre époque alors que s'ouvrent les nouvelles frontières d'une connaissance et d'un savoir toujours plus poussés et que la communauté mondiale s'efforce de parvenir à l'harmonie internationale, à l'entente et à l'instauration d'un nouvel ordre économique et social fondé sur l'égalité et la justice.

176. Aujourd'hui l'*apartheid*, qui prône le développement séparé des races et qui, en vérité, est un système institutionnalisé de ségrégation raciale, d'oppression et d'exploitation, permet à la minorité blanche d'Afrique du Sud de contrôler les destinées de la majorité noire. En Afrique du Sud, la catégorie raciale à laquelle appartient une personne revêt une importance primordiale, car elle détermine sa valeur en tant qu'être humain. Pour un non-Blanc, l'*apartheid* détermine l'endroit où il peut vivre, le genre de travail qu'il peut faire, le type et le niveau d'éducation qu'il

peut recevoir, les droits politiques qu'il peut avoir — s'il y en a —, l'étendue des services de loisirs, culturels et sociaux qui lui sont offerts et, en général, la mesure de liberté d'action et de mouvement qui lui est accordée.

177. En Afrique du Sud, les Noirs sont arrachés à leurs terres et parqués dans des réserves tribales arides qui ne représentent que 13 p. 100 de la superficie du pays. Afin de gagner leur vie, ils doivent se rendre dans des zones industrielles blanches, mais seulement en tant que travailleurs migrants. En outre, ils sont soumis à d'innombrables lois discriminatoires. Si un système qui dégrade de la sorte la valeur de l'être humain n'est pas un crime contre l'humanité et une menace grave à la paix et la sécurité internationales, qu'est-ce qu'il nous faut ?

178. Par conséquent, la lutte contre l'*apartheid* ne saurait être une lutte visant à réformer un système; c'est une lutte qui vise sa destruction. Ce n'est pas une lutte menée par les Noirs contre les Blancs mais une lutte menée par tous les peuples démocratiques épris de liberté contre le racisme. En fait, c'est la lutte de tous ceux qui croient à la paix, à la justice, aux droits de l'homme et à la dignité humaine.

179. L'Organisation des Nations Unies a discuté la politique de l'*apartheid*, d'une façon ou d'une autre, pendant des décennies. L'Assemblée a déclaré au paragraphe 1 de la résolution 2671 F (XXV) que la politique d'*apartheid* était "une négation de la Charte des Nations Unies et ... un crime contre l'humanité". Elle a, en outre, affirmé les droits inaliénables du peuple d'Afrique du Sud à l'autodétermination et à la liberté ainsi que la légitimité de sa lutte visant à éliminer l'*apartheid* et la discrimination raciale par tous les moyens possibles. Elle a également rejeté et condamné la création des bantoustans et le déplacement forcé des Noirs vers ces zones, en violation de leur droit inaliénable à l'autodétermination et comme portant préjudice à l'intégrité territoriale du pays et à l'unité du peuple.

180. Dans la pratique, malheureusement, toutes les décisions des Nations Unies n'ont pas pu contraindre le régime raciste à modifier sa politique et ses pratiques odieuses. Bien entendu, la plupart des pays ont déjà interrompu toutes relations avec le régime raciste d'Afrique du Sud, et pourtant, les liens les plus importants établis entre ce régime et le monde occidental sont encore intacts. En dépit des nombreux appels de l'Assemblée générale en vue d'isoler complètement l'Afrique du Sud, il est regrettable que le monde occidental continue de collaborer avec le régime d'*apartheid* dans les domaines politique, économique et militaire et dans le domaine nucléaire.

181. A cet égard, nous devons réaffirmer notre conviction que la politique dite d'engagement constructif n'a pas convaincu le régime de Pretoria de changer ses méthodes. Bien au contraire, tout semble indiquer que cette politique a encouragé et renforcé Pretoria. En conséquence, nous invitons le Gouvernement des Etats-Unis à réviser sa politique et à envisager peut-être une politique de désengagement constructif, qui, nous en sommes certains, apporterait de meilleurs résultats.

182. A l'intérieur de la République sud-africaine même, le régime raciste fait tout ce qui est en son

pouvoir pour renforcer encore l'odieuse politique d'*apartheid*. Tout en continuant de refuser aux masses africaines leurs droits de l'homme et leurs libertés fondamentales, le régime d'*apartheid* a récemment cherché à s'attirer la faveur des populations dites métisse et asiatique par des subterfuges constitutionnels et des réformes politiques dénuées de sens.

183. Je soutiens que ce que l'on a appelé la nouvelle constitution n'est rien d'autre que la dernière en date des machinations juridiques frauduleuses présentées au monde par le régime raciste de Pretoria. Elle exclut la majorité noire de toute participation au Gouvernement d'Afrique du Sud et ne peut être qu'une réaffirmation de la politique de bantoustanisisation de Pretoria. En outre, elle a pour but d'opérer un clivage entre la majorité noire d'une part et les Métis et les personnes d'origine asiatique d'autre part, dans l'espoir d'affaiblir la lutte de libération de l'ensemble des masses opprimées.

184. Cette dernière machination de Pretoria n'a bien sûr trompé personne, surtout pas les Métis et les personnes d'origine asiatique. En fait, nous sommes rassurés d'apprendre que nombreux sont ceux appartenant à ces deux groupes qui ont rejeté les nouvelles propositions et que la communauté internationale, elle non plus, ne s'est pas laissée bernier par cette imposture.

185. L'opposition massive et vigoureuse des Noirs à cette imposture constitutionnelle et les représailles brutales auxquelles le régime sud-africain s'est livré contre les combattants de la liberté, les étudiants et les journalistes sont une nouvelle phase de la lutte que mène le peuple sud-africain pour la liberté en même temps qu'un défi inéluctable pour la communauté internationale. Cette résistance des opprimés, certes encourageante, doit être complétée par des pressions suffisantes exercées par le monde extérieur, les pays qui collaborent avec l'Afrique du Sud en particulier.

186. L'Ethiopie estime que l'Organisation des Nations Unies a une responsabilité toute spéciale envers la population opprimée d'Afrique du Sud et nous estimons que c'est cette responsabilité qui a conduit à la création du Comité spécial contre l'*apartheid*. A cet égard, nous tenons à rendre un hommage bien mérité au Président ainsi qu'à tous les membres du Comité spécial et au Centre des Nations Unies contre l'*apartheid* pour leur inestimable contribution à la lutte de libération en Afrique du Sud, et cela en octroyant une haute priorité à l'*apartheid* dans l'ordre du jour international.

187. J'aimerais aussi répéter que l'Ethiopie est déçue que le Conseil de sécurité n'ait pas réussi à adopter, contre le régime de Pretoria, les mesures à caractère contraignant prévues par la Charte afin de faciliter un changement pacifique. Nous savons tous que l'échec du Conseil de sécurité et le défi de Pretoria sont dus à l'appui diplomatique, politique, économique et militaire que ce régime reçoit de certains Etats occidentaux. Sans cet appui, l'Afrique du Sud de l'*apartheid* n'aurait pas pu survivre aussi longtemps. C'est forte de cette conviction que l'Afrique continue d'en appeler au sens de la justice et à la raison de ces puissances occidentales. Mais si ces quelques Etats occidentaux refusent d'entendre la voix de la raison, ils devront bientôt faire face aux conséquences de la lutte armée.

188. Le *statu quo* en Afrique du Sud, dont l'Occident continue à glaner d'énormes bénéfices, ne peut pas durer toujours et il ne durera pas. Le système raciste d'oppression et d'exploitation de l'*apartheid* sera un jour renversé par la résistance populaire des masses dont la lutte gagne chaque jour en force et dont l'engagement et la détermination s'avèreront en fin de compte plus puissants et plus décisifs que le potentiel nucléaire du régime fasciste. En conséquence, nous en appelons une fois encore aux puissances occidentales intéressées pour qu'elles s'associent à nos efforts pour débarrasser l'Afrique et le monde du fléau raciste de l'*apartheid*.

189. M. SOGLO (Bénin) : Je voudrais, avant toutes choses, m'acquitter d'un bien triste devoir. En effet, c'est avec regret que ma délégation a appris la disparition du camarade Aleksei Vatchenko, président du Présidium du Soviet suprême de la République socialiste soviétique d'Ukraine. Ma délégation saisit cette occasion pour présenter à celle de la RSS d'Ukraine ses condoléances les plus attristées.

190. Le procès de la politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain est-il encore à faire ? Est-il encore à faire après 70 ans de crimes et de délits, après qu'elle a chassé tout un peuple de ses terres ancestrales, l'a parqué dans ses bantoustans, après qu'elle a pillé ses richesses, l'a humilié et déshumanisé ? Si procès il doit y avoir encore, ce ne peut être que celui de la communauté internationale, le procès de ceux qui, soit consciemment, soit par pusillanimité, n'ont pas voulu que justice soit rendue au peuple noir de l'Afrique du Sud.

191. En fait, le procès de la politique d'*apartheid* de l'Afrique du Sud n'est plus à faire. Devant l'histoire et devant l'Organisation, elle a déjà été condamnée; condamnée au regard de la morale et du droit; condamnée au regard de l'équité et de la civilisation. Elle est un crime contre l'humanité. Tel est le verdict de toute la communauté internationale.

192. Après les massacres de Sharpeville et de Soweto, le régime sud-africain a eu tôt fait de révéler au monde son visage hideux. Même ceux qui ne se résolvent pas à mettre fin à leurs relations coupables avec ce régime infâme ne le font que sous le couvert d'une argutie à laquelle ils ne croient pas eux-mêmes. Mieux, ils déclarent le haïr.

193. Et pourtant, à l'heure où nous discutons, cette politique unanimement condamnée et universellement vomie terrorise et tue avec une sauvagerie et une haine rarement égalées. C'est par centaines, voire par milliers que le peuple noir sud-africain compte ses morts à la suite des manifestations qui secouent depuis plusieurs semaines les cités-dortoirs des *townships* africains.

194. Ces événements sont venus démontrer à ceux qui voulaient encore en douter que l'*apartheid* ne saurait être réformé et que seule son élimination totale ramènerait la paix et la concorde sur une terre qui n'a que trop souffert des affres du racisme et de la discrimination.

195. En effet, les prétendues propositions constitutionnelles, approuvées il y a un an par un électoral exclusivement blanc et qui devraient permettre aux minorités d'origine asiatique et métisse de participer à la vie politique, n'auront pas constitué ce que

d'aucuns ont qualifié de "pas dans la bonne direction". De même, la "nouvelle constitution" qui en a résulté n'aura été qu'une loi scélérate de plus, qui est venue s'ajouter à l'arsenal de répression et de déni des droits les plus élémentaires du peuple de l'Afrique du Sud. Et c'est précisément parce qu'elle n'y a vu qu'une machination visant à diviser la population noire et à amener les minorités métisse et indienne à coopérer avec le régime pour perpétuer le système de la domination blanche que l'Assemblée générale, dans ses résolutions 38/11 et 39/2, et le Conseil de sécurité, dans sa résolution 554 (1984), l'ont rejetée comme étant contraire aux principes de la Charte des Nations Unies et, par voie de conséquence, l'ont déclarée nulle et non avenue.

196. Les événements tragiques qui, depuis plusieurs semaines, se déroulent en Afrique du Sud, les grèves générales, les émeutes sauvagement réprimées par la soldatesque sud-africaine démontrent, s'il en était encore besoin, que le dialogue et la collaboration que certains pays s'entêtent à entretenir avec ce régime n'auront pas eu la vertu rédemptrice escomptée. Ils constituent en fait un démenti cinglant à cette politique dite d'engagement constructif.

197. Le procès de la politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain, c'est aussi celui de tous ceux qui lui apportent aide et soutien, lui permettant ainsi de se maintenir; c'est celui de ceux qui le confortent dans sa politique immonde, dans son arrogance, dans son refus de se conformer aux décisions de l'Organisation et aux vœux de la communauté internationale tout entière. C'est le procès de ceux qui, au Conseil de sécurité, s'opposent à l'adoption des mesures appropriées, les seules qui soient à même d'amener le régime de Pretoria à la raison, à savoir l'imposition de sanctions globales et obligatoires, en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies. C'est le procès de ceux qui se soucient surtout et avant tout de préserver les relations privilégiées commerciales, militaires et scientifiques qu'ils entretiennent avec Pretoria et qui, ce faisant, ont contribué non seulement au pillage des richesses naturelles du pays, mais aussi à l'acquisition par le gouvernement illégal sud-africain, de l'arme nucléaire, qui lui permet d'intimider et de terroriser les pays voisins.

198. Le procès de la politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain, c'est aussi le procès de ceux qui n'osent pas élever la voix pour s'opposer aux actes d'agression, de déstabilisation massive, de terrorisme et de chantage économique auxquels le régime de Pretoria se livre contre ses voisins. Les accords léonins qu'il a imposés à certains de ses voisins n'ont pu se faire qu'avec la connivence, voire la bénédiction de certains Etats occidentaux. C'est aussi le procès de ceux qui, se prêtant au jeu, acceptent de recevoir en visite officielle ou privée chez eux le raciste Pik Botha, concourant ainsi aux efforts que ce régime déploie vainement pour sortir de son isolement. C'est le procès d'Israël, qui partage avec ce régime la même politique fondée sur le terrorisme et l'agression.

199. Le procès de la politique d'*apartheid* du régime sud-africain, c'est aussi celui de ceux qui, par cupidité et des calculs froids, confortent l'Afrique du Sud dans son occupation illégale de la Namibie. En effet, l'entêtement que l'Afrique du Sud met à bafouer les décisions unanimes de l'Organisation ne peut s'expli-

quer que par la complicité de certaines puissances occidentales qui, de connivence avec elle, exploitent sans vergogne le peuple namibien et pillent implacablement ses ressources.

200. Ce procès, c'est enfin et avant tout, celui de l'Organisation des Nations Unies, et plus particulièrement celui du Conseil de sécurité, qui n'est pas parvenu, six ans après son adoption, à faire appliquer la résolution 435 (1978) devant conduire à l'indépendance de la Namibie. L'incapacité du Conseil de mettre en œuvre ses propres résolutions ne peut que jeter le discrédit sur un organe dont la vocation de maintenir la paix et de la sécurité internationales est, de façon permanente, mise à l'épreuve par les crimes de Pretoria.

201. L'*apartheid* est un crime monstrueux. Il est si monstrueux qu'il en arrive à occulter aux yeux de certains ce crime premier qu'a constitué l'usurpation de la terre sud-africaine et du pouvoir par une minorité d'apatrides sans foi ni loi venus d'Europe.

202. Comme on peut le constater, l'heure n'est plus aux condamnations vaines et sans lendemain; elle est plus que jamais aux actions que nous devons entreprendre pour l'éradication de ce fléau. Tout en disant, ici, notre confiance dans la lutte armée que mènent les mouvements de libération de l'Afrique du Sud et la SWAPO, nous voulons exhorter une fois encore l'Organisation, et plus particulièrement le Conseil de sécurité, à prendre enfin des mesures plus décisives contre le régime de Pretoria.

203. Comme le souligne si bien le rapport du Comité spécial contre l'*apartheid* qui, sous la direction de son président, M. Joseph Garba, s'est acquitté avec compétence et objectivité de sa tâche : "Il ne suffit pas que l'action internationale se montre à la hauteur du danger accru que constitue l'action du régime d'*apartheid* et à la mesure du courage et de l'héroïsme des populations opprimées; elle doit sans plus tarder viser la suppression totale de l'*apartheid*." [*Ibid.*, par. 296.]

204. M. BAYONA MEDINA (Pérou) [*interprétation de l'espagnol*] : Qu'il me soit permis, en premier lieu, de remercier le Président du Comité spécial contre l'*apartheid* pour l'exposé qu'il a présenté, ainsi que le Président du Comité spécial pour l'élaboration d'une convention internationale contre l'*apartheid* dans les sports.

205. Ma délégation participe à ce débat pour réitérer sa volonté de joindre ses efforts à ceux de la communauté internationale en vue de réaliser l'objectif commun qui est l'élimination de l'*apartheid*. Notre position se fonde sur la conviction que le respect des droits fondamentaux de l'homme est la garantie de la paix, et sur le mandat de la Constitution politique du Pérou qui déclare que les hommes sont égaux devant la loi sans distinction de sexe, de race, de religion, d'opinion ni de langue. De même, nous rejetons toute forme d'impérialisme, de colonialisme et de discrimination raciale, et exprimons notre solidarité avec les peuples opprimés du monde. L'application rigoureuse de ce postulat revêt une importance capitale dans un pays multiracial comme le Pérou.

206. L'*apartheid* représente l'un des problèmes les plus douloureux auquel doit faire face l'Afrique australe, l'autre problème étant l'occupation illégale de la Namibie et le danger permanent qui pèse sur les

frontières et les territoires des jeunes républiques voisines de l'Afrique du Sud. Cette situation de crise permanente menace la paix régionale sur le continent africain, paix dont la sauvegarde est inéluctablement la responsabilité de la communauté internationale.

207. Le racisme institutionnalisé en Afrique du Sud affecte près de 25 millions d'habitants. Si l'on songe que sur 159 nations qui sont représentées à l'Assemblée 30 seulement possèdent une population supérieure au chiffre que je viens de citer, on peut mesurer l'ampleur de cette tragédie.

208. Nous devons faire face, en Afrique du Sud, à une sorte de conquête coloniale contemporaine : la majorité autochtone se voit dépouillée des terres de ses ancêtres et déportée en masse vers d'autres régions afin que la minorité, qui détient le pouvoir, puisse occuper les meilleures terres et exploiter les ressources naturelles les plus riches; cette majorité n'a pas accès au gouvernement pas plus qu'elle ne se voit reconnaître d'autres droits, afin que soit bien établie la ligne de démarcation entre les conquérants et les assujettis. Il apparaît en somme, qu'en pleine ère atomique, nous époussetons les pages d'un vieux livre d'histoire et que nous mettons en scène un de ses chapitres les plus abominables. Dans le cas qui nous occupe, on assiste aujourd'hui, tardivement, à l'intensification du processus d'occupation et de conquête qui a été entamé par ce qu'on appelle la "tribu africaine blanche" des Afrikaners en 1652, au moment où elle est parvenue à l'extrémité du continent noir.

209. Mais ces conquêtes et ces entreprises coloniales ont connu une issue constante au travers de l'histoire : les peuples opprimés ont toujours fini par se libérer, quel qu'ait été le pouvoir du peuple oppresseur. Point n'est besoin d'ailleurs de sortir de l'Afrique pour en trouver des exemples. Ce continent, en effet, pullule d'exemples qui ne sont pas très éloignés des frontières de l'Afrique du Sud, et l'on peut être sûr que la majorité opprimée de ce pays confirmera, une fois encore, ce destin. Le peuple de l'Afrique du Sud est un peuple héroïque, épris de liberté et sa valeur doit être mesurée à l'aune de la lutte intense qu'il mène contre un appareil policier et militaire puissant mis en place pour réprimer ses revendications et organisé en fonction du danger que cette lutte représente pour la survie du système en place.

210. Nous avons entendu ici de nombreux témoignages de combattants pour la liberté du peuple sud-africain, qui ont purgé de longues et sévères peines de prison. Aujourd'hui, les geôles de l'Afrique du Sud continuent d'être occupées par nombre de leurs compagnons. Il est clair que tous ces jugements ne pourront condamner la majorité noire aux chaînes de l'oppression permanente, d'autant moins que, dans ces procès, la minorité blanche au pouvoir est juge et partie. C'est pourquoi nous invitons la communauté internationale à redoubler d'efforts pour obtenir la libération de Nelson Mandela et autres prisonniers politiques et pour mettre un terme à toute répression contre ceux qui combattent l'*apartheid*.

211. Il y a un an, le Gouvernement sud-africain, dans une nouvelle tentative d'affaiblir la lutte contre l'*apartheid*, a fait plébisciter, par la minorité blanche, des réformes constitutionnelles qui octroient aux groupes métis ou d'origine asiatique une participation très limitée aux affaires du gouvernement et excluent et

ignorent totalement la population noire. Ces dispositions politiques ne changent rien quant au fond au régime d'*apartheid* et n'ont d'autre objectif que de diviser les groupes qui font partie de la majorité marginalisée. La réponse reçue par le Gouvernement de Pretoria durant les élections tenues en août 1984 n'aurait pu être plus significative : d'une part, plus de 80 p. 100 de la population que ces réformes constitutionnelles prétendaient favoriser se sont abstenus et, d'autre part, les protestations de la population majoritaire se sont élevées sur tout le territoire. Au plan international, le Conseil de sécurité, dont mon pays est membre, par sa résolution 554 (1984), a rejeté énergiquement et déclaré nulles et non avenues la prétendue nouvelle constitution et les élections y relatives et a invité tous les gouvernements et organisations à ne pas reconnaître les résultats des élections.

212. Au cours des mois de mai et juin de cette année, le premier ministre Botha a effectué une tournée de visites, dont la publicité a été soigneusement assurée, dans différents pays d'Europe occidentale dans le but évident de montrer à l'opinion publique internationale que l'Afrique du Sud n'est pas isolée. Pour ceux qui espéraient que cette tournée serait un succès, nous devons faire observer qu'elle a donné, en fait, à Botha l'occasion de constater *de visu* que le rejet international de la politique d'*apartheid* n'est pas simplement une invention de l'Organisation des Nations Unies ou une machination d'une majorité de pays manipulés par des intérêts étrangers aux objectifs de la Charte. En effet, les rues des villes visitées, pleines de manifestants qui protestaient contre sa présence, ont pu lui apporter la preuve que l'on rejette la pratique de l'*apartheid* et l'occupation illégale de la Namibie, de façon générale et indépendamment des opinions politiques. Bien au contraire, à notre connaissance, il n'y a pas eu de groupes semblables qui soient descendus dans la rue pour exprimer leur appui à la politique raciste de son gouvernement.

213. A cet égard, je tiens à signaler que ma délégation, en tant que membre du Comité spécial contre l'*apartheid*, a eu l'occasion de participer à un séminaire sur la pratique de l'*apartheid* et l'occupation illégale de la Namibie, séminaire organisé au mois d'octobre de cette année en République fédérale d'Allemagne et qui a rassemblé des représentants de divers mouvements européens contre l'*apartheid*. En cette occasion, nous avons pu constater que le maintien de cette pratique en Afrique australe et l'existence d'un régime colonial en Namibie suscitaient la préoccupation de l'opinion publique européenne, notamment des jeunes. Nous avons pu observer que les participants à ce séminaire avaient une connaissance approfondie de ces problèmes et souhaitaient sincèrement que les pays d'Europe occidentale et autres puissent apporter une contribution constructive et décisive à la cause de la liberté dans le sud du continent africain.

214. La région latino-américaine n'est pas étrangère à la lutte contre le régime d'*apartheid*. En témoigne le succès obtenu par la Conférence régionale latino-américaine pour une action contre l'*apartheid* qui s'est tenue à Caracas du 16 au 18 septembre 1983. Cette conférence a adopté par acclamation la Déclaration de Caracas pour une action contre l'*apartheid*¹⁰.

215. Cette déclaration est une expression de solidarité avec les peuples de l'Afrique du Sud et de la Nami-

bie et avec les Etats africains indépendants de l'Afrique australe. Aux termes de cette déclaration, la Conférence reconnaît qu'il ne peut y avoir de stabilité ni de paix dans cette région tant que l'*apartheid* ne sera pas éliminé; elle affirme la légitimité de la lutte du peuple sud-africain pour l'élimination de l'*apartheid* et la création d'une société non raciale qui garantisse l'exercice de droits égaux pour tout le peuple sud-africain, indépendamment de la race, de la couleur de la peau ou de la croyance. De même, elle demande notamment au régime sud-africain de mettre un terme à sa répression, de libérer les prisonniers politiques, d'abroger la loi sur les organisations illégales et de rechercher une solution pacifique et juste en négociant avec les dirigeants authentiques du peuple opprimé. Elle a également lancé un appel à tous les pays pour qu'ils exercent leur influence pour permettre la réalisation de cet objectif. La Conférence a également déclaré que, compte tenu de l'intransigeance et de l'attitude de défi dont fait preuve le régime raciste, la communauté internationale devrait faire pression sur ce régime par le biais de sanctions en application du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies.

216. Pour terminer, nous tenons à signaler que divers événements survenus en Afrique du Sud au cours de cette année nous montrent que certains secteurs de la majorité semblent pencher pour la lutte armée comme moyen de changement social. Il ne fait aucun doute que cette tendance se consolidera au fur et à mesure que le Gouvernement de Pretoria accentuera sa répression et continuera de se refuser à démanteler le régime d'*apartheid*. Aussi, il importe de comprendre que la seule solution viable aux problèmes que nous connaissons est une transition pacifique vers un gouvernement de la majorité, dans le cadre d'une société libre, démocratique et multiraciale, et de nous convaincre que c'est vers cet objectif que doivent tendre nos efforts.

217. M. GUMUCIO GRANIER (Bolivie) [*interprétation de l'espagnol*] : Le Gouvernement et le peuple boliviens ont appris avec consternation la nouvelle de la mort de M. Aleksei Fedoseevitch Vatchenko, chef d'Etat et Président du Présidium du Soviet suprême de la République socialiste soviétique d'Ukraine. Nous demandons au représentant de ce pays de bien vouloir transmettre à son gouvernement et à la famille de M. Vatchenko les condoléances de mon gouvernement et de ma délégation.

218. Ma délégation intervient dans le débat sur ce point pour réaffirmer que la Bolivie rejette absolument la discrimination raciale, que ce soit en théorie ou en pratique, et surtout quand cette discrimination raciale est à la base même d'un système destiné à perpétuer l'exploitation de l'homme par l'homme.

219. L'*apartheid* constitue un crime contre l'humanité et c'est la raison pour laquelle le Gouvernement constitutionnel de la Bolivie, fidèle aux principes démocratiques et au respect des droits de l'homme, a déposé l'année dernière les instruments d'adhésion à la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'*apartheid* [résolution 3068 (XXVIII), annexe]. Cet acte est conforme à la politique traditionnelle de la République bolivienne en vertu de laquelle, depuis 1946, elle rejette l'*apartheid*, cette honte pour l'humanité tout entière.

220. Ma délégation ne peut pas comprendre que, depuis 38 ans, la République sud-africaine puisse continuer de bafouer la communauté internationale en violant les principes de la Charte des Nations Unies sans subir les sanctions appropriées qui l'amèneraient à changer cette attitude flagrante.

221. Il est incontestable que, durant ces 38 années, la communauté internationale a pris conscience de ce que représente cette pratique néfaste. Et cela grâce aux efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies dans l'accomplissement de la noble mission que lui ont confiée les Etats Membres.

222. Il ne suffit pas d'avoir fait prendre conscience de ce problème. Il faut aussi que la communauté internationale impose l'application des principes de la Charte pour éliminer l'horrible fléau qui condamne la majorité de la population sud-africaine à vivre dans des conditions inhumaines.

223. Comment est-il possible qu'en cette fin du xx^e siècle nous tolérions encore que la majorité sud-africaine soit confinée dans des bantoustans ou des réserves anachroniques ?

224. En conséquence, ma délégation condamne à nouveau pleinement la pratique d'*apartheid* et exige que la République sud-africaine respecte ses engagements internationaux consacrés par la Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme.

225. Nous souhaitons saisir cette occasion pour rendre hommage à la majorité sud-africaine pour l'héroïsme avec lequel elle résiste aux injustices de l'*apartheid*. L'octroi du Prix Nobel de la paix à l'évêque Desmond Tutu est un tribut universel rendu à l'ensemble du peuple sud-africain et à ses martyrs en lutte pour obtenir les droits les plus fondamentaux à la liberté et à l'égalité.

226. M. LE KIM CHUNG (Viet Nam) : Ma délégation voudrait avant tout transmettre à la délégation de la République socialiste soviétique d'Ukraine les condoléances les plus attristées du Gouvernement et du peuple vietnamiens à l'occasion du décès du Président du Présidium du Soviet suprême de la République socialiste soviétique d'Ukraine, le camarade Aleksei Fedoseevitch Vatchenko, ainsi que nos profonds sentiments de sympathie au peuple ukrainien et à la famille du défunt en cette occasion douloureuse.

227. L'appel lancé par le Président du Comité spécial contre l'*apartheid*, M. Joseph N. Garba [66^e séance] à tous les gouvernements et organisations, leur demandant de condamner la vague de tueries et de répression déclenchée en ce moment par le régime raciste de l'Afrique du Sud a fait ressortir dans l'actualité internationale toute la gravité de l'escalade des menaces tant contre les droits fondamentaux du peuple sud-africain que contre la stabilité de l'Afrique australe et la paix et la sécurité internationales.

228. Ma délégation a étudié soigneusement le rapport du Comité spécial contre l'*apartheid* [A/39/22] et a écouté attentivement les diverses déclarations aussi pathétiques qu'éloquentes faites devant l'Assemblée générale depuis mardi dernier. Elle tient à déclarer d'emblée qu'elle n'a rien à ajouter aux faits et analyses très complets et très circonstanciés qui ont été présentés. Elle voudrait seulement joindre sa voix

à l'indignation et à la condamnation universelles devant la monstruosité unique en son genre qu'est le régime de colons racistes de Pretoria, monstruosité qui persiste à peser de tout son poids insupportable sur la société internationale civilisée et sur la conscience de notre époque.

229. En même temps, ma délégation voudrait saisir l'occasion qu'offre ce débat pour exprimer encore une fois le soutien vigoureux du peuple vietnamien à la lutte juste et héroïque du peuple sud-africain pour se libérer du joug de l'*apartheid*.

230. Ayant eu à subir pendant longtemps la domination, l'exploitation et la répression de la part du colonialisme occidental et ayant eu à conquérir et à défendre son indépendance et sa liberté par de longues guerres de résistance, le peuple vietnamien communique profondément avec les aspirations légitimes du peuple sud-africain frère et a toutes raisons de croire en sa victoire finale dans la lutte héroïque qu'il mène pour se libérer du régime d'*apartheid*.

231. Cette conviction se base sur les considérations suivantes quant à l'analogie des conditions de la lutte des deux peuples.

232. En premier lieu, la lutte du peuple sud-africain est de par sa nature à la fois une lutte de libération raciale et nationale et une lutte pour le droit de l'homme le plus fondamental qu'est le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Beaucoup d'orateurs qui m'ont précédé ont pertinemment mis l'accent sur l'identité essentielle de l'oppression raciale et de la domination coloniale, surtout dans un pays comme l'Afrique du Sud où, depuis 1948, la minorité blanche a usurpé tout le pouvoir étatique et soumis l'écrasante majorité noire et de couleur à sa domination totale.

233. Au long des 36 années écoulées, le peuple opprimé sud-africain n'a cessé de se soulever dans une lutte pour ses droits inaliénables, y compris le droit à l'autodétermination, dont l'objectif ultime est d'établir en Afrique du Sud un Etat démocratique non raciste. Face à la brutalité féroce et inhumaine de la répression, le peuple sud-africain ne s'est pas laissé intimider et n'a cessé d'élargir et d'intensifier sa lutte.

234. Cette lutte prend en ce moment la proportion d'une résistance à l'échelle nationale, englobant toutes les couches de la population opprimée — ouvriers, travailleurs, étudiants, femmes, jeunes et personnes âgées. Elle a pris un caractère de masse organisée et la forme de violence révolutionnaire pour contrer la violence barbare, aveugle et désespérée du racisme institutionnalisé qui est en train de tourner au fascisme et au génocide.

235. En second lieu, l'expérience que le peuple vietnamien a du colonialisme corrobore pleinement l'observation maintes fois réaffirmée ces derniers jours devant l'Assemblée générale, qui souligne que l'*apartheid* ne saurait être réformé et que l'objectif de la lutte contre ce crime international devrait viser sa suppression totale.

236. Un adage de chez nous, qui est apparu en pleine lutte de résistance du peuple vietnamien contre le colonialisme, disait : "Ce monstre ne change pas de nature, même s'il est battu à mort." Plus il est soumis aux coups de la résistance populaire, plus le colonialisme s'obstine dans sa politique de diviser pour régner,

mettant sur pied des administrations fantoches qui l'aideraient à lever des troupes indigènes en vue de renforcer ses capacités de "terrorisation" et de répression. De telles manœuvres de division très familières à notre peuple, nous les avons vu ces temps derniers se dérouler en Afrique du Sud avec cette farce que sont les réformes et élections constitutionnelles, le renforcement de la militarisation du régime d'*apartheid* et, comme conséquence logique, le renforcement de la terreur et de la répression à l'encontre de la majorité sud-africaine opprimée.

237. Mais pourquoi les colons racistes de Pretoria ne peuvent-ils pas changer de nature ? Pourquoi, au contraire, opposent-ils à la résistance populaire une arrogance et une férocité accrues ? Simplement parce que les colons racistes ne peuvent renoncer à l'exploitation des ressources naturelles et humaines trop abondantes de l'Afrique du Sud, cette exploitation constituant leurs intérêts vitaux, leur raison d'être même. Ensuite, parce qu'ils ont la garantie sûre et persistante de la collusion et du soutien intéressés de puissants alliés occidentaux et d'Israël. Il s'agit bien, en l'espèce, d'un complot, d'une alliance, d'un consortium des intérêts sordides — politiques, stratégiques, économiques et autres —, d'une sorte de colonialisme et de néo-colonialisme collectifs avec, à leur tête, les Etats-Unis et quelques autres puissances de l'OTAN. Et voilà pourquoi Pretoria a pu défier si isolement et si impunément toute la série impressionnante de résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité et tant d'appels répétés de la communauté des Etats.

238. Le temps n'est plus aux déclarations verbales de dénonciation et d'incrimination. Le Comité spécial contre l'*apartheid* a eu le grand mérite de se dépenser très activement pour mobiliser et gagner la compréhension, la solidarité et l'assistance internationales dans la lutte multiforme pour l'élimination de l'*apartheid*. Ma délégation voudrait l'en féliciter très vivement et féliciter en particulier son Président pour tout ce travail fructueux.

239. Le Président du Comité, M. Joseph Garba, vient de lancer du haut de cette tribune un appel vigoureux pour une action internationale concertée plus énergique visant à accélérer la suppression totale de l'*apartheid*. Nous nous devons d'y répondre plus efficacement.

240. Tout d'abord, ma délégation est d'avis qu'il faudra redoubler d'efforts visant à obtenir un isolement plus effectif du régime d'*apartheid* dans tous les domaines, politique, commercial, culturel, sportif, stratégique, militaire, etc., et à tous les échelons, global, régional, local, dans les diverses organisations gouvernementales et non gouvernementales, jusque dans les villes et campagnes, associations et corporations. A cet égard, il faut déplorer infiniment cette politique d'engagement constructif des Etats-Unis d'Amérique et les visites officielles du chef de file de l'*apartheid* dans certains pays d'Europe occidentale et au Vatican, politique et visites qui ont conforté davantage les criminels dans leur arrogance et dans leur hardiesse.

241. Ensuite, il faudra augmenter considérablement la pression diplomatique et politique des Etats comme celle de l'opinion publique internationale sur les Etats-

Unis et les autres membres permanents occidentaux du Conseil de sécurité pour qu'ils n'opposent plus à l'avenir leur veto contre les sanctions globales et obligatoires conformément au Chapitre VII de la Charte et qu'ils renoncent à violer l'embargo sur les armes à destination de Pretoria.

242. Enfin, la communauté des Etats devra manifester plus vigoureusement son encouragement et fournir une assistance accrue sur tous les plans, politique, diplomatique, matériel, au courageux peuple sud-africain dont la lutte s'amplifie. A cet égard, ma délégation se réjouit de voir que, confrontées dans de nouvelles épreuves sans précédent, les populations sud-africaines opprimées ont tenu bon et ont renforcé leur unité face à toutes les manœuvres de division et d'intimidation. Nous nous félicitons vivement de l'ampleur grandissante de cette résistance organisée du peuple sud-africain contre la répression, résistance qui témoigne d'une mobilisation politique plus efficace des masses allant de pair avec une lutte armée intensifiée, particulièrement de la part des combattants de l'ANC.

243. En conclusion, ma délégation voudrait encore une fois renouveler au peuple sud-africain martyr la solidarité militante du peuple vietnamien. Puisse-t-il sortir des épreuves actuelles plus aguerri que jamais et plus apte à intensifier la lutte par tous les moyens dont il dispose puisque sa victoire finale est à ce prix et que c'est lui qui en décide en définitive !

244. M. GAYAMA (Congo) : C'est avec consternation que la délégation congolaise a appris la nouvelle du décès de S. Exc. le camarade Aleksei Vatchenko, président du Présidium du Soviet suprême de la République socialiste soviétique d'Ukraine. Nous partageons la douleur et le chagrin du peuple ami de la RSS d'Ukraine en ces moments pénibles et savons qu'il saura surmonter avec courage cette épreuve. La vie du camarade Vatchenko était toute dévouée à la paix, au progrès et au bonheur de l'Ukraine et du grand peuple soviétique dans son ensemble. Sa perte est ressentie avec d'autant plus d'émotion que nous le savions encore capable de se consacrer davantage aux causes justes qu'il a si bien servies de son vivant, en mourant à la tâche. Nous prions la délégation de la République socialiste soviétique d'Ukraine de bien vouloir accepter ici l'expression des condoléances attristées et de la vive sympathie de la délégation de la République populaire du Congo.

245. La politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain est un de ces problèmes d'importance absolue inscrits à l'ordre du jour de l'Assemblée générale, dont on ne peut traiter sans être amené à soulever des questions essentielles touchant la nature profonde de l'être humain et les fondements moraux de son comportement.

246. Tant de gâchis, tant d'atermoiements et tant de lâcheté ont émaillé le cours des rapports entre le régime d'*apartheid* et le reste de la communauté internationale, particulièrement l'Organisation des Nations Unies en tant qu'organe chargé de promouvoir la paix et l'harmonie dans le monde, que l'on en vient, par moment, à se sentir coupable, au même titre que le Gouvernement sud-africain, de la tragédie qu'est l'*apartheid*, vécue quotidiennement par près de 20 millions de personnes dans leur propre pays.

247. Certes, le monde entier, dans la presque totalité de son opinion publique, a déjà condamné et condamne encore le racisme, la ségrégation raciale et l'*apartheid*, en tant que principe de gouvernement et de mode de vie. Le nombre des orateurs et la qualité de leur prestation à cette tribune suffisent à démontrer, si besoin en était encore, la paradoxe de cette situation : d'une part, la réprobation est unanime, mais d'autre part, l'action est inopérante.

248. Le monde d'aujourd'hui est-il si repu, si blasé, au point de ne plus savoir marquer la distinction entre l'acceptable et l'inacceptable, l'honneur et l'indignité ? Tel est le profil de notre préoccupation.

249. Ce que nous ne comprenons pas davantage, après tant d'années d'explications, voire de confrontations, c'est le crédit fait à la peur, une peur qui, d'un côté, informe la politique du Gouvernement sud-africain, et qui, de l'autre, neutralise tout élan positif de la part de quelques autres gouvernements, occidentaux notamment, auxquels, hélas, Israël a emboîté le pas, pour empêcher toute action décisive capable de mettre un terme à l'expérience raciste en Afrique australe.

250. Constat amer, sans doute, mais nullement démobilisateur : il s'en faudrait même de plusieurs Sharpeville ou de plusieurs Soweto que le régime d'*apartheid* ne serait pas assuré d'avoir droit de cité dans nos consciences.

251. Crime contre l'humanité, l'*apartheid* l'est et le demeure; et comme tel, tous les hommes épris de paix et de justice n'auront de cesse qu'ils ne l'aient un jour relégué dans la catégorie des souvenirs les plus funestes, au même titre que l'esclavage, le nazisme ou le colonialisme.

252. Deux attitudes régissent actuellement le comportement des Etats face au régime d'*apartheid*. A l'opinion collaborationniste et complice, conduite aujourd'hui par ceux qui prônent la politique d'engagement constructif, s'oppose non sans justesse celle des vrais démocrates, soucieux d'abrégier la longue agonie du peuple d'Afrique du Sud et de promouvoir dans ce pays le règne du droit, de la liberté et de la fraternité, sans considération de race.

253. La première thèse, celle des collaborationnistes, prend prétexte de prétendus changements progressifs qui auraient cours en Afrique du Sud et sur lesquels misent les alliés du Gouvernement de Pretoria, sensibles au charme persuasif de sa propagande.

254. Rassérénés par la bienveillance de ces derniers, les Sud-Africains blancs racistes ne se sont jamais sentis, c'est le cas de le dire, aussi bien dans leur peau. En gage de leur compréhension, les partenaires économiques et commerciaux de l'Afrique du Sud ont redoublé d'activités en direction du régime d'*apartheid*. Celui-ci n'assure-t-il pas à leurs investissements des taux de rendement de l'ordre de 15 p. 100 contre 10 ou 8 p. 100 en Amérique ou en Europe par exemple ?

255. Quant à la collaboration militaire, elle ne s'est plus embarrassée de considérations morales ou juridiques, du moment que le mot d'ordre était, ces derniers temps, la défense du monde dit libre dont l'Afrique du Sud constitue une tête de pont avancée, dans la mesure où elle se dit elle-même libre, chrétienne et anti-communiste.

256. Ainsi, après avoir assuré à l'Afrique du Sud toute la puissance nécessaire, certains pays occidentaux sont vite revenus, dans les faits, sur les engagements qu'ils avaient pris devant le Conseil de sécurité de ne pas exporter d'armes ni de matériel militaire vers ce pays.

257. Ce n'est pas par hasard que le budget militaire sud-africain s'est accru depuis l'an dernier de plus de 21 p. 100; et cette militarisation du pays concerne aussi bien les activités de la police secrète que celles de la police proprement dite, faisant de l'Afrique du Sud un véritable camp d'internement pour la majorité de la population.

258. Il convient surtout de souligner que cette frénésie guerrière s'est développée au moment même où le Gouvernement de Pretoria proclamait, à la faveur de ses contacts avec certains pays de première ligne, son "souci de paix, de stabilité et de prospérité" dans la région de l'Afrique australe.

259. L'offensive diplomatique de Pretoria ne s'est pas arrêtée là. Son Premier Ministre, M. Botha, a été reçu officiellement en mai et juin derniers dans certaines capitales de l'Europe occidentale et à Rome, au moment où l'on y commémorait, comble d'ironie, la victoire sur le nazisme.

260. En République populaire du Congo, nous ne nous trompons pas et savons discerner le désir de paix sincère de la manœuvre publicitaire. La notion de paix est chargée, à notre sens, d'un contenu autrement plus concret que celle affichée par le régime d'*apartheid* pour que nous nous y trompions.

261. Que signifie, en effet, une paix d'exportation juste destinée à consolider sur le plan interne la politique de fragmentation du peuple sous le signe de la bantoustanisation ou de la rationalisation de l'*apartheid*.

262. En effet, la politique des *homelands*, destinée à priver tous les Noirs de leur citoyenneté sud-africaine, va bon train. Avec la prétendue indépendance du Kwa Ndebele en décembre prochain, ce seront cinq bantoustans qui auront acquis leur pseudo-autonomie sous le parrainage de l'Afrique du Sud, qui demeure seule à les reconnaître.

263. Il n'est nullement besoin de souligner le drame des millions de personnes affectées par les déplacements forcés consécutifs à la politique de la bantoustanisation : hommes contraints de rester 11 mois sur 12 dans l'année loin de leur foyer, femmes que l'on empêche par la brutalité de vivre avec leurs époux, enfants que l'on arrache si horriblement à l'affection de leurs parents.

264. Poursuivant imperturbablement la mise en place méthodique de sa politique, le régime d'*apartheid* a procédé cette année à sa fameuse réforme constitutionnelle, qui a tant attendri les partisans de l'engagement constructif.

265. Par ses résolutions 554 (1984) et 556 (1984), le Conseil de sécurité a déclaré nulle et non avenue cette prétendue réforme. De son côté, l'Assemblée générale l'a rejetée dans la résolution 39/2. Ce faisant, l'Organisation des Nations Unies, fidèle à sa mission conférée par la Charte, n'a rien fait de moins que se ranger du côté de la majorité, les 73 p. 100 exclus du bénéfice de la réformette, et exprimer avec fidélité le sentiment de la plupart de ceux qui étaient concernés

par la mascarade électorale du mois d'août dernier, puisque seuls 20 p. 100 d'entre eux ont dû céder aux pressions pour y participer.

266. Il faut enfin rappeler que seule la minorité blanche avait été appelée, le 2 novembre 1983, à approuver la nouvelle constitution avec ses trois chambres : celle des personnes dites métisses, celle des populations d'origine asiatique et la principale, celle de la minorité blanche dont les deux premières devaient en fait légitimer le pouvoir.

267. Ces faits étant éloquentes par eux-mêmes, nous ne tenterons pas de dévoiler leur caractère trompeur. La question que nous nous poserons sera celle de savoir, comme le disait Frantz Fanon, si l'on peut "humaniser la répression". Faut-il, en effet, aménager l'*apartheid*, frayer avec son régime ou, au contraire, lui demander de trouver des solutions politiques au drame qu'il entretient ?

268. Le régime d'*apartheid* et certains de ses alliés ont parfois fait valoir que, tout compte fait, la situation, en termes d'agréats économiques, était meilleure en Afrique du Sud qu'ailleurs dans le reste du continent. Nous aurions bien aimé entendre nos frères sud-africains libérés de l'oppression et de la répression le proclamer eux-mêmes.

269. Pour le sérieux du problème, contentons-nous de réitérer que la liberté et le bien-être ne se réduisent pas à une question de statistiques ou de ventre à remplir : il suffirait de manger et de se taire. Prenons tout simplement le temps de constater que l'essentiel des lois scélérates de l'*apartheid* est intact. Citons-en quelques-unes au hasard : le *Group Areas Act*, la *Population Registration Act*, l'*Intimidation Act*, l'*Internal Security Act*, le *Terrorism Act*, le *Labor Relations Act*, que chacun connaît, et une bonne douzaine d'autres, sinon davantage.

270. En outre, le système d'éducation en vigueur est celui qui tend à inférioriser les Noirs et à consolider la division, à partir du critère somatique, de toute la société sud-africaine, en plaçant, comme cela s'entend, la race blanche à l'échelon supérieur et la majorité noire non pas à l'échelon inférieur — ce serait encore un progrès — mais tout simplement hors de la communauté, à la périphérie de l'histoire.

271. Dans un contexte de violence comme celui-là, on ne choisit pas sa voie. La lutte contre l'*apartheid* découle logiquement de cette situation. La majorité, qui appuie donc la thèse des changements radicaux, partage cet avis-là.

272. Il est salubre que le peuple sud-africain lui-même y souscrive, en demeurant à l'avant-garde du combat par l'intermédiaire de son mouvement de libération nationale. Ce peuple a déjà payé un lourd tribut à cette lutte. Sharpeville, en 1960, et Soweto, en 1976, en sont des symboles.

273. Cette lutte continue; elle est de tous les jours et de tous les instants, comme l'ont montré les mouvements de grève qui déferlent sur le pays depuis l'année dernière, sans parler du boycottage des cours par les étudiants pour signifier leur refus du système.

274. Chaque jour, la police et l'armée conjuguent leurs actions jusque dans les maisons d'habitation, mutilant et massacrant jusqu'aux enfants. La répression, les arrestations, l'humiliation et les vexations de

toutes sortes constituent des faits de la vie quotidienne en Afrique du Sud.

275. Mon pays soutient la lutte armée menée par l'ANC parce qu'il en comprend les mobiles. Pourtant, par rapport à l'ennemi, le peuple sud-africain se bat presque les mains nues. Mais le vainqueur, on le sait, sera le peuple. Car il est des combats que l'on ne peut perdre, l'esprit étant ce qui les anime. Dans ce cas, la victoire va dans le sens de l'histoire, quels que soient les artifices employés pour en retarder l'issue.

276. Que l'on ne prétende pas que les contacts engagés récemment avec certains pays amis de première ligne modifient les données du problème. Ce serait faire preuve de cécité volontaire. L'attitude à la négociation, comme le relevait ici-même, le 27 septembre dernier, le Ministre congolais des affaires étrangères et de la coopération, M. Antoine Ndinga-Oba, est une des composantes de la position africaine, exprimée depuis le Manifeste sur l'Afrique australe, publié par les dirigeants des Etats de l'Afrique orientale et centrale, réunis à Lusaka, le 16 avril 1969¹¹.

277. Citant d'ailleurs le colonel Denis Sassou-Nguesso, président du Congo, le chef de la délégation congolaise déclarait, lors du débat général à la présente session :

“Le développement sur le terrain de la lutte révolutionnaire est toujours complexe et le chemin de la victoire sinueux.” [Voir 11^e séance, par. 49.]

Dans ce contexte, l'activité diplomatique actuelle

“s'inscrit tout naturellement dans le processus de la lutte longue et complexe que les peuples d'Afrique australe mènent contre le régime de la minorité blanche... Notre profonde conviction est que l'Afrique ne trahira pas la cause africaine.” [Ibid.]

278. Dans cette lutte multiforme et devant l'action que l'Organisation des Nations Unies mène en faveur du peuple de l'Afrique australe, ma délégation tient à rendre un hommage bien mérité au Comité spécial contre l'*apartheid* et à son président, M. Joseph Garba, du Nigéria, pour le dynamisme et la constance de leurs efforts.

279. A la suite de ce que le Comité préconise dans son excellent rapport, la délégation congolaise se félicite de la sensibilisation de l'opinion publique internationale en faveur de la cause du peuple sud-africain. Nous appuyons et réitérons également notre position en faveur de sanctions et de l'isolement du régime d'*apartheid* en conformité avec les dispositions pertinentes de la Charte, en particulier celles relevant de son Chapitre VII.

280. L'Afrique du Sud mérite de telles sanctions internationales, car elle ne fait pas mystère du peu de cas qu'elle accorde aux normes et principes du droit international, en maintenant son occupation illégale de la Namibie et en persistant chez elle dans l'idéologie et la pratique du nazisme, doctrine qui a causé la fin de la Société des Nations, occasionné la seconde guerre mondiale et provoqué, par réaction, la création de l'Organisation des Nations Unies pour que certains faits ne se répètent plus jamais.

281. Le 23 octobre dernier, l'évêque Desmond Tutu, Prix Nobel de la paix, déclarait devant le Conseil de sécurité qu'il régnait en Afrique du Sud “un malaise endémique qui fait penser à une blessure qui ne peut

guérir tant qu'on n'en traite que les symptômes au lieu de chercher à en extirper les causes profondes”¹².

282. Se peut-il que le Gouvernement sud-africain prenne conscience de ce malaise alors qu'il a eu honte de son Prix Nobel ?

283. Que penser, enfin, du bannissement de Nelson Mandela ? Faut-il que, pour vivre, il n'y ait en contrepartie que l'exil ou la mort ? La libération de Mandela devrait constituer une de batailles majeures à mener en faveur des droits de l'homme par tous ceux qui se soucient de ces droits.

284. Enfin, conscients une fois de plus du fait que l'homme est le plus précieux des biens de ce monde, nous gardons la certitude que sa réhabilitation sera une œuvre de tous les nations. Car, soyons-en certains, même du fond de leur tombe, par le sang qu'ils ont versé pour la liberté, les martyrs du peuple sud-africain continuent de lutter contre l'*apartheid* et de féconder par là notre conviction et notre propre engagement.

285. M. ICAZA GALLARD (Nicaragua) [interprétation de l'espagnol] : Je voudrais tout d'abord adresser à la délégation de la République socialiste soviétique d'Ukraine nos condoléances les plus sincères à l'occasion du décès du Président du Présidium du Soviet suprême de ce pays, M. Aleksei Fedosevich Vatchenko. Notre peuple et notre gouvernement prient le Gouvernement et le peuple de la RSS d'Ukraine, avec lesquels nous entretenons des liens d'amitié et de solidarité, d'agréer l'expression de leurs sentiments les plus affligés.

286. La nature profondément raciste du Gouvernement sud-africain a trouvé son reflet fidèle dans les prétendues réformes constitutionnelles par lesquelles ce gouvernement s'est efforcé, sans succès, de tromper le peuple d'Afrique du Sud et la communauté internationale.

287. Cette parodie de constitution a été plébiscitée le 2 novembre 1983 par un électorat blanc dans sa totalité. Trois chambres, établies selon des critères raciaux, ont été constituées; les Blancs ont élu 178 membres, les Métis 85 membres et les citoyens d'origine asiatique 45 membres.

288. Il est ainsi bien établi, d'après le régime de Pretoria, qu'il existe quatre catégories de citoyens en Afrique du Sud dont les droits sont différents. En premier lieu les Blancs qui, bien qu'ils soient minoritaires, peuvent exercer tous leurs droits. En deuxième lieu les Métis et en troisième lieu les Indiens et les Asiatiques. Les Noirs occupent la dernière position et ne peuvent exercer aucun des droits des citoyens sud-africains bien qu'ils soient majoritaires et qu'ils représentent la population autochtone.

289. L'exclusion de cette majorité de la population a été masquée par la création des prétendus bantoustans où les Noirs sont censés exercer leurs droits politiques et civiques. Alors que 87,5 p. 100 environ du territoire de l'Afrique du Sud ont été proclamés “Afrique du Sud blanche”, les Noirs, à la suite d'une politique de spoliation et d'expulsion, ont été concentrés dans 10 bantoustans, ce qui revient à avoir alloué 12,7 p. 100 des terres à 10 millions de Noirs. De plus, les terres sont pour l'essentiel arides et en cours d'érosion.

290. En réalité, les Noirs ne peuvent exercer leurs droits du fait de leur exclusion de toutes les structures politiques et juridiques de leur pays et du fait que ce sont la pauvreté, la déportation et la domination économique qui, en réalité, régissent la destinée des habitants des bantoustans.

291. Récemment, dans sa résolution 556 (1984), le Conseil de sécurité a exigé le démantèlement des bantoustans ainsi que la cessation de la politique de déportation et de "dénationalisation" de la population africaine autochtone.

292. Pour s'assurer un contrôle complet, la minorité blanche a également décidé que chacune des chambres du Parlement ne pourrait s'occuper que des affaires propres à chaque groupe racial et que les membres métis et asiatiques du Parlement n'auraient le droit de présenter leurs problèmes que devant leur propre chambre à condition que le Président ait certifié que le problème exposé répond effectivement au problème de la population du groupe racial en question. De même, la minorité blanche s'est assurée la présidence de l'Etat grâce à la mise en place d'un collège électoral composé de 50 membres blancs, 25 membres métis et 13 d'origine asiatique.

293. La prétendue nouvelle constitution, entrée en vigueur le 3 septembre 1984, atteste ainsi du mépris total du Gouvernement raciste de Pretoria pour les décisions adoptées par l'Organisation des Nations Unies. Il y a un an environ, l'Assemblée générale a adopté la résolution 38/11 stipulant que les "propositions constitutionnelles" étaient contraires aux principes de la Charte des Nations Unies et que les résultats du référendum étaient dénués de toute validité. Elle indiquait également que l'application de la "constitution" risquait d'aggraver les conflits en Afrique du Sud et en Afrique australe.

294. Au cours de l'année 1984, l'organe suprême responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales, le Conseil de sécurité, a adopté les résolutions 554 (1984) et 556 (1984). La première résolution rejetait et déclarait nulles et non avenues la "nouvelle constitution" et les "élections" d'août 1984 et demandait instamment aux gouvernements et aux organisations de ne pas reconnaître les résultats de ces prétendues élections. La deuxième résolution réitérait la condamnation par le Conseil de sécurité de la politique d'*apartheid* et exigeait l'arrêt immédiat des massacres et la libération rapide et inconditionnelle des prisonniers et détenus politiques.

295. Vers la fin septembre à la présente session, l'Assemblée générale a confirmé dans sa résolution 39/2 son rejet de la prétendue nouvelle constitution et l'a déclarée à nouveau nulle et non avenue.

296. Les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ont eu l'occasion de manifester leur rejet de toutes ces mesures qui visent à consolider le système raciste et terroriste d'*apartheid*. Néanmoins, aucune de ces résolutions n'a bénéficié de l'appui des Etats-Unis qui ont ainsi donné la preuve de la fausseté de leurs "leçons de démocratie".

297. Jusqu'à présent, dans aucune de ses déclarations Washington n'a reconnu que les prétendues réformes constitutionnelles et les élections en Afrique du Sud étaient une farce. Mais si les Etats-Unis estiment qu'il est de leur responsabilité de renverser les

gouvernements de par le monde, pourquoi n'aident-ils pas les patriotes noirs d'Afrique du Sud dans leur lutte contre l'idieux régime d'*apartheid* ?

298. Comment expliquer que, pour les Etats-Unis, il n'existe pas de "combattants de la liberté" dans les mouvements de libération nationale ? Dans le rapport du Comité spécial contre l'*apartheid*, à propos du rôle des Etats-Unis dans ce domaine, il est indiqué entre autres ce qui suit :

"Le Gouvernement des Etats-Unis en particulier s'est opposé à toute action internationale visant à contrer efficacement les actes d'agression du régime de Pretoria et a fait échouer tous les efforts faits dans ce sens. Il a accueilli avec satisfaction et encouragé comme autant de changements positifs les manœuvres du régime de Pretoria visant à renforcer le racisme.

"Tout en déclarant haïr le régime d'*apartheid*, il s'oppose à toute action à l'encontre de ce régime. Tout en se déclarant attaché aux principes de la démocratie, il attaque les mouvements soutenus par la grande majorité de la population. Il veut avoir dans certains éléments de ce régime d'oppression des forces favorables au changement pacifique et dans le chantage exercé par le régime de Pretoria auprès des Etats indépendants l'amorce d'un processus de paix." [A/39/22, par. 330 et 333.]

299. L'*apartheid*, en tant que régime d'oppression et d'exploitation, doit recourir pour subsister à la terreur, principal instrument de son maintien. C'est la seule manière de s'imposer pour une minorité. C'est ce régime de terreur que servent les institutions juridiques, les forces armées et la police sud-africaines. Pour exercer ce terrorisme contre les habitants de l'Afrique du Sud, le Gouvernement de Pretoria dispose d'une série de lois qui lui donnent toute liberté d'intimider, de faire disparaître les personnes et les organisations ou encore d'assassiner les gens qui se refusent à accepter cet état de choses. Les lois de sécurité nationale permettent aux forces de répression de l'Afrique du Sud de disperser, d'attaquer, d'emprisonner et d'assassiner les manifestants. C'est ainsi qu'il faut comprendre les derniers événements qui se sont déroulés dans les rues d'Afrique du Sud où le Gouvernement sud-africain a déchaîné sa violence contre le peuple africain qui se rebelle à juste titre contre ses oppresseurs.

300. Le régime de terreur de l'Afrique du Sud s'applique également à l'extérieur. L'Afrique du Sud s'attaque aux pays voisins et occupe également la Namibie dont l'Organisation des Nations Unies est directement responsable.

301. La totale intransigeance du Gouvernement sud-africain, son mépris constant des résolutions des Nations Unies, ses agressions perpétuelles contre ses voisins et sa politique raciste apparemment irrémédiable sont facilités par la protection dont jouit ce régime de la part de l'Etat le plus puissant de l'Organisation.

302. Ma délégation se félicite de la recommandation formulée par le Comité spécial contre l'*apartheid* et, avec lui, elle

"espère que les gouvernements et les peuples du monde entier attachés aux principes de la Charte des Nations Unies et à la Déclaration universelle des droits de l'homme exerceront toute leur influence

pour persuader le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et les autres puissances concernées d'abandonner leur politique actuelle et de coopérer à la lutte internationale pour l'élimination de l'*apartheid*" [ibid., par. 339].

303. La lutte vaillante du peuple sud-africain, les héros qui ont donné leur vie pour parvenir à la libération de leur pays et tous ceux qui souffrent jour après jour des horreurs de l'*apartheid* font une obligation à l'Organisation des Nations Unies de se consacrer résolument à l'application de ces résolutions et de surmonter les obstacles qui empêchent l'imposition de sanctions contre l'Afrique du Sud, conformément au Chapitre VII de la Charte.

304. Le peuple du Nicaragua, également victime au cours de son histoire de l'oppression et de l'exploitation d'intérêts hégémonistes, est pleinement solidaire de ses frères d'Afrique du Sud qui luttent contre l'*apartheid*. Nous ne cesserons pas de condamner ce régime honteux.

305. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Comme annoncé lors d'une réunion plénière précédente, un certain nombre de projets de résolution seront présentés à titre de ce point de l'ordre du jour, dont certains ont des incidences sur le budget-programme. Nous voterons sur ces projets de résolution à une séance ultérieure.

306. Je donne maintenant la parole aux représentants qui souhaitent exercer leur droit de réponse.

307. M. ALLAGANY (Arabie saoudite) (*interprétation de l'arabe*) : Le représentant d'Israël a jugé bon, mercredi dernier [69^e séance], de ne pas tenir compte du titre du point à l'examen, "Politique d'*apartheid* du Gouvernement d'Afrique du Sud". Au lieu d'expliquer les raisons de l'étroite collaboration entre le sionisme et l'*apartheid* dans tous les domaines, en particulier dans les domaines militaire et nucléaire, il a choisi de parler de production de pétrole, d'importation d'or et de diamants, d'aide étrangère et a usé de l'argument colonial traditionnel selon lequel des contacts étroits entre l'Afrique du Sud et Israël étaient le meilleur moyen de changer la politique de l'Afrique du Sud. En fait ce qu'a déclaré le représentant d'Israël n'est pas nouveau; ses prédécesseurs ont dit exactement la même chose; nous ne sommes nullement étonnés. Comme nous le savons bien, le mouvement sioniste est un mouvement raciste qui repose sur la supériorité d'une certaine race, d'un peuple d'élus.

308. Le premier chef d'Etat à s'être rendu en Israël après sa fondation, a été M. Smuts, le raciste d'Afrique du Sud. Il a été reçu chaleureusement par les dirigeants du sionisme et a déclaré après son arrivée : "Israël, comme l'Afrique du Sud, est entouré d'ennemis de couleur".

309. Le représentant d'Israël a également jugé bon d'attaquer le Royaume d'Arabie saoudite; il a dit : "Selon certaines informations, aujourd'hui encore dans la péninsule arabe l'esclavage ou quelque chose qui lui ressemble beaucoup continue d'exister." [69^e séance, par. 87.] La péninsule arabe est ouverte à tous et s'il y avait là une forme d'esclavage, il n'y aurait pas besoin de fausses informations qui ne sont que le fruit de l'imagination du représentant d'Israël.

310. Tout ce que nous voulons lui dire, c'est qu'il devrait s'interroger sur l'état d'esclavage auquel est réduit le peuple palestinien sur sa propre terre, où il assiste à la démolition de ses maisons, à la fermeture de ses écoles et de ses universités, à l'usurpation de ses lieux saints, de ses terres et de ses sources d'eau aussi bien qu'aux actes de répression et d'oppression racistes commis par l'entité sioniste contre un peuple sans défense. Après tout cela, a-t-il le droit de verser des larmes de crocodile sur les Africains victimes de la discrimination raciale ?

311. Quant aux allégations du représentant d'Israël selon lesquelles les pays arabes ne sont guère généreux à l'égard de leurs frères africains, je citerai un des documents de la septième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à New Delhi du 7 au 12 mars 1983, selon lequel :

"En 10 ans, le total de l'assistance financière apportée par l'Arabie saoudite par voie bilatérale s'est chiffré à 35 milliards de dollars des Etats-Unis. Cette aide n'était pas liée et il s'agissait de dons ou de prêts concessionnels, les dons représentant en moyenne 60 p. 100 de la somme totale.

"Plus de 68 pays en développement dans le monde entier ont bénéficié de l'aide bilatérale du Royaume, dont 38 en Afrique, 24 en Asie et 6 dans d'autres régions.

"L'assistance au développement octroyée par l'Arabie saoudite s'est chiffrée en moyenne, pendant cette période, à 3,5 milliards de dollars des Etats-Unis par an dont 3,5 milliards de dollars, soit 40 p. 100, étaient des dons et le reste des prêts octroyés à des conditions de faveur.

"En outre, l'Arabie saoudite a apporté sa contribution à 12 institutions de développement régionales pour un montant de plus de 15 milliards de dollars des Etats-Unis, ce qui porte la part du Royaume à 20 p. 100 des contributions totales. Parmi ces institutions on trouve le Fonds de l'OPEP pour le développement international, où la contribution de l'Arabie saoudite constitue 30 p. 100 des ressources au moins, le Fonds arabe de développement économique et social, la Banque arabe pour le développement économique en Afrique, le Fonds international pour le développement de l'agriculture dont l'Arabie saoudite est le deuxième contributeur, la Banque islamique de développement, le Fonds monétaire arabe, le Fonds de développement de l'Afrique et d'autres institutions.

"L'Arabie saoudite est également une source de financement importante pour les grandes institutions financières internationales. Pour la période 1974-1982, l'Arabie saoudite a appuyé les activités de la Banque mondiale en apportant quatre milliards de dollars des Etats-Unis en prêts. Elle a aussi fourni 16 milliards de dollars au Fonds monétaire international*."

312. Après avoir entendu ces faits, quiconque est impartial ne saurait accuser l'Arabie saoudite ou tout autre pays arabe qui coopère avec les pays frères africains de ne pas être généreux, comme l'a suggéré le représentant d'Israël dans sa déclaration spé cieuse.

* Cité en anglais par l'orateur.

313. Il n'est pas surprenant qu'un gouvernement qui enfreint toutes les lois et qui commet toutes sortes de crimes contre le peuple palestinien et d'autres pays arabes déforme les faits partout ailleurs, surtout à l'Assemblée générale qui possède suffisamment de preuves des crimes israéliens.

314. M. CLARK (Etats-Unis d'Amérique) [*interprétation de l'anglais*] : Trois discours, dans ce débat, me semblent appeler de très brèves observations dans l'exercice du droit de réponse.

315. L'Union soviétique, une fois de plus, a profité du débat sur l'*apartheid* pour se lancer dans des attaques gratuites et interminables contre les Etats-Unis. Nous trouvons cela étrange de la part d'un pays qui se déclare ostensiblement en faveur de la détente, dans une institution censée résoudre les problèmes plutôt que les exacerber. Ces attaques nous ont paru d'autant plus bizarres qu'elles émanaient du représentant d'une puissance dont la contribution la plus notoire à l'Afrique a été des canons.

316. Dans ce contexte, le représentant de l'Union soviétique a fait allusion au fait que nous reconnaissons que les Etats-Unis et l'Afrique du Sud ont combattu du même côté pendant la seconde guerre mondiale. C'est vrai, et nous ne l'avons pas oublié. En fait, l'Union soviétique et l'Afrique du Sud ont combattu du même côté pendant la seconde guerre mondiale, bien que l'Union soviétique, dont la mémoire sélective est bien connue, ait du mal à s'en souvenir. Nous nous rappelons même avoir aussi combattu du même côté que l'Union soviétique lors de la seconde guerre mondiale et les annales des droits de l'homme de ce pays avant et après cette période ne changent rien aux énormes sacrifices que son peuple a consentis durant cette lutte.

317. Les représentants syrien et nicaraguayen ont également parlé de la politique de mon gouvernement dans le contexte de l'*apartheid* et de l'Afrique du Sud. Nous sommes toujours heureux d'entendre s'exprimer le souci des droits de l'homme. Nous espérons simplement que l'inquiétude qu'ils ont manifestée à ce sujet les incitera à se demander comment leurs gouvernements pourraient contribuer à assurer un plus grand respect des droits de l'homme à l'intérieur de leurs propres frontières.

La séance est levée à 19 h 50.

NOTES

¹ Les délégations d'El Salvador et de Maurice ont ultérieurement informé le Secrétariat qu'elles avaient eu l'intention de voter en faveur du projet de résolution.

² Voir E/CN.4/Sub.2/1984/8/Add.1.

³ E/CN.4/Sub.2/425/Add.7.

⁴ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 1984, Supplément n° 1, résolution 1984/43*.

⁵ La délégation d'El Salvador a informé ultérieurement le Secrétariat qu'elle avait eu l'intention de voter en faveur du projet de résolution.

⁶ La délégation de Maurice a ultérieurement informé le Secrétariat qu'elle avait eu l'intention de s'abstenir lors du vote sur cette partie du paragraphe 12 du projet de résolution.

⁷ Voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, trente-sixième année, Supplément d'octobre, novembre et décembre 1981, document S/14750, annexe*.

⁸ Voir A/40/87, annexe, par. 18.

⁹ Voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, trente-neuvième année, 2560^e séance*.

¹⁰ Voir A/38/451-S/16009, annexe.

¹¹ *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-quatrième session, Annexes, point 106 de l'ordre du jour, document A/7754*.